

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1763

11 septembre 2009

SOMMAIRE

AC Restaurants et Hôtels S.A.	84580	Maison Seil S.A.	84584
Adex S.A.	84589	Matrix European Prime Property Fund One S.A.	84618
Agathos S.à r.l.	84579	Mc Kinley S.A.	84578
AI International Finance S.à r.l.	84587	MDS - Multimedia Device & Service s.à r.l.	84581
Ama-Deo S.A.	84624	Megalux S.A.	84580
AV-Holding S.A., Société de Gestion de Pa- trimoine Familial	84589	Molvange Immobilière S.A.	84586
Beyla Investments S.A.	84585	Naralux S.A.	84588
BI-Invest Holdings	84578	New World Investments Holdings S.A. ..	84608
Bornbet GmbH	84578	Notiara S.A.	84622
Bureau Veritas Luxembourg S.A.	84582	Ongoing International	84583
Callatay et Wouters, Association d'Ingé- nieurs-Conseils S.A.	84587	Parc du Canal Holding S.à r.l.	84584
Commerce Luxembourgeois du Bois S.A.	84583	Piguet Immobilière S.A.	84584
Compagnie Européenne Immobilière d'In- vestissement S.A.	84583	responsAbility SICAV (Lux)	84580
Confort-Line Shoes S.A.	84582	Rinardoo S.A.	84578
Delphi International S.à r.l.	84610	Rosa & Neves Construction S. à r.l.	84584
Dewnos Investments S.à.r.l.	84583	Same S. à r.l.	84582
Douglas & Bix S.A.	84584	Sanidubrulux	84583
Europe 94 S.A.	84584	Sanitas Products S.A.	84581
Européenne de Conseils S.A.	84585	Sarabel B.V. / S.à.r.l.	84590
Everock S.A.	84582	Securities & Compliance Luxembourg S.A.	84586
Everock S.à r.l.	84582	Siska Invest S.A.	84589
Firad S.A.	84581	Smart Asset Management (Luxembourg) S.A.	84588
Flora S.à r.l.	84616	Smart Private Managers (Luxembourg) S.A.	84588
Grand Garage de Luxembourg S.A.	84579	Sourcesense IT Holding S.A.	84580
Gurman S.à r.l.	84579	Spring International S.à r.l.	84581
Hanse Holdings S.à r.l.	84579	Telecom Ventures Partners Lux	84580
Immobilgest S.A.	84578	The Body Shop Luxembourg S.à r.l.	84585
Immo Terres-Rouges Cabinet Immobilier S.à r.l.	84579	Vencorp S.C.A. SICAR	84582
International Steel Financial Services S.A.	84581	Venturo	84586
Lepta Soparfi S.à r.l.	84608	V.K. Invest S.A.	84618
Lux Aero S.A.	84585	VP Finance S.à r.l.	84587
Lux Aero S.A.	84585		

Rinardoo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 121.970.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 53387 ont été déposés au Registre de Commerce des Sociétés et Associations.
Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008152483/211/9.

(080180165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Immobilgest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 111.291.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 53133 ont été déposés au Registre de Commerce des Sociétés et Associations.
Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008152484/211/9.

(080180163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2008.

BI-Invest Holdings, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 142.921.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 53513 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés et Association.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008152478/211/10.

(080180158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Bornbet GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 102.241.

Ausserordentliche Generalversammlung vom 13. August 2009

Ist erschienen:

Herr Rolf Mathias ALTER, Kaufmann, wohnhaft in L-6419 Echternach, 36, rue de la Chapelle,
alleiniger Anteilhaber der Gesellschaft mit beschränkter Haftung BORN BET GmbH, mit Sitz in L-6468 Echternach,
Zone Industrielle, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 102.241.

Der Komparent stellt fest, dass die Privatanschrift des alleinigen Anteilhabers sowie Geschäftsführers Herr Rolf Mathias ALTER wie folgt lautet:

L-6419 Echternach, 36, rue de la Chapelle.

Echternach, den 13. August 2009.

Unterschrift.

Référence de publication: 2009108957/16.

(090130675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2009.

Mc Kinley S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 105.339.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009109065/10.

(090130611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2009.

Grand Garage de Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 6, Z.A.I. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 39.107.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009109257/10.

(090130605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2009.

Agathos S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 64.687.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009109260/10.

(090131025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2009.

Hanse Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 111.753.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009109264/10.

(090131031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2009.

Immo Terres-Rouges Cabinet Immobilier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4037 Esch-sur-Alzette, 14, rue Bolivar.

R.C.S. Luxembourg B 90.643.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ESCH/ALZETTE, le 19 août 2009.

IMMO TERRES ROUGES sàrl

L-4037 ESCH/ALZETTE

Signature

Référence de publication: 2009109173/13.

(090131141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2009.

Gurman S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4430 Belvaux, 2, rue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 28.620.

Les statuts coordonnés de la prédite société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Aloyse BIEL

Notar

Référence de publication: 2009109451/11.

(090131308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2009.

AC Restaurants et Hôtels S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 2, route Nationale 1.
R.C.S. Luxembourg B 46.422.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009109518/10.

(090131438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Megalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4782 Pétange, 2, rue de l'Hôtel de Ville.
R.C.S. Luxembourg B 48.087.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009109519/10.

(090131955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Sourcesense IT Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 122.879.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009109488/10.

(090132038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

responsAbility SICAV (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 121.154.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A.

Sebastien Best / Jacqueline Siebenaller

Référence de publication: 2009109481/11.

(090131886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Telecom Ventures Partners Lux, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 108.210.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TELECOM VENTURES PARTNERS LUX S.C.A.

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009109514/13.

(090131566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

International Steel Financial Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 90.602.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2009109487/9.

(090132037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Sanitas Products S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 106.701.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2009109490/10.

(090132042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Firad S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 28.212.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009109484/13.

(090131658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Spring International S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-4831 Rodange, 309, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 63.380.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PAN CHANG CHUN

Gérant

Référence de publication: 2009109520/11.

(090131959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

MDS - Multimedia Device & Service s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4782 Pétange, 2, rue de l'Hôtel de Ville.

R.C.S. Luxembourg B 125.667.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sébastien ROUARD

Gérant

Référence de publication: 2009109529/11.

(090131963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Confort-Line Shoes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 56, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 81.474.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009109542/10.

(090131833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Same S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 81, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 67.698.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009109543/10.

(090131837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Bureau Veritas Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 54, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 82.196.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009109537/10.

(090131822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Everock S.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. Everock S.A.).

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 130.133.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009109547/11.

(090131927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Vencorp S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 108.259.

Le bilan au 30 juin 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour VENCORP S.C.A. SICAR

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009109515/13.

(090131538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Colubois, Commerce Luxembourgeois du Bois S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1923 Luxembourg, 45, rue de la Lavande.

R.C.S. Luxembourg B 46.689.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009109531/10.

(090131947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Sanidubrulux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4818 Rodange, 8, avenue Dr. Gaasch.

R.C.S. Luxembourg B 107.050.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Serge DUBRU.

Référence de publication: 2009109532/10.

(090131945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Dewnos Investments S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 116.983.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009109546/10.

(090131925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

CEIDI, Compagnie Européenne Immobilière d'Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 22-24, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 87.921.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CEIDI

Signature

Référence de publication: 2009109544/11.

(090131697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Ongoing International, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 138.363.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ONGOING INTERNATIONAL

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009109512/13.

(090131575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Rosa & Neves Construction S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8437 Steinfort, 11, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 58.465.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009109539/10.

(090131827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Parc du Canal Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 130.230.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009109548/10.

(090131929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Europe 94 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 26, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 49.994.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009109549/10.

(090131698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Douglas & Bix S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 73.841.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DOUGLAS & BIX S.A.

Signature

Référence de publication: 2009109545/11.

(090131528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Maison Seil S.A., Société Anonyme,**(anc. Piguet Immobilière S.A.).**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 112.389.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 56014 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009109448/13.

(090131036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2009.

Européenne de Conseils S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 45, Duarrestrooss.

R.C.S. Luxembourg B 48.774.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009109550/10.

(090131699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

The Body Shop Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 122.164.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009109534/10.

(090131906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Lux Aero S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1520 Luxembourg, 67, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 57.441.

J'ai le regret de vous notifier ma démission de mon poste de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

GUARNIERO Jean Louis.

Référence de publication: 2009109404/9.

(090131197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2009.

Lux Aero S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1520 Luxembourg, 67, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 57.441.

J'ai le regret de vous notifier ma démission du conseil d'administration avec effet immédiat.

FRANK SIMON.

Référence de publication: 2009109405/9.

(090131196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2009.

Beyla Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 144.480.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social en date du 13 août 2009

La démission de Monsieur Lorenzo GIANELLO de son poste d'administrateur de la société est acceptée.

Monsieur Gioacchino GALIONE, expert-comptable, 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur de la société. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2012.

Luxembourg, le 13 août 2009.

Pour extrait sincère et conforme

BEYLA INVESTMENTS S.A.

Mohammed KARA / Angelo DE BERNARDI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009108849/16.

(090130860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2009.

Molvange Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 108.576.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 14 octobre 2008 que:

La société Europe Fiduciaire (Luxembourg) S.A. démissionne de ses fonctions de commissaire aux comptes.

La société FIDU-CONCEPT Sarl, avec siège social à L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse, est nommée commissaire aux comptes, avec effet au 01.01.2008, pour une période de six ans. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale statutaire le 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Référence de publication: 2008152787/3560/17.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW09682. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080180170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Venturo, Société Anonyme.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 80.496.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale annuelle tenue extraordinairement en date du 6 août 2009

L'assemblée générale annuelle a renouvelé les mandats des administrateurs:

Monsieur Eric LECLERC, 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg

Madame Martine KAPP, 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg

Monsieur Philippe GILAIN, 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg

L'assemblée générale annuelle a élu commissaire aux comptes:

Monsieur Pascal FABECK, 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg, en remplacement de Madame Diane WUNSCH.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014.

Pour la société

Signature

Un administrateur

Référence de publication: 2009106278/20.

(090127986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2009.

Securities & Compliance Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 136.786.

—
Extrait de résolution prise par le Conseil d'Administration en date du 23 juillet 2009

Le mandat du réviseur d'entreprises PricewaterhouseCoopers S.à r.l. n'est pas reconduit.

Il est décidé de nommer comme réviseur d'entreprises externe la société Alter Audit S. à r.l., avec siège social au 69, rue de la Semois, L-2533 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous B 110.675, jusqu'à l'Assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'année 2009.

Certifié sincère et conforme

SECURITIES & COMPLIANCE LUXEMBOURG S.A.

Fideco Luxembourg S.A.

Signature

Référence de publication: 2009108632/17.

(090130474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2009.

VP Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 139.992.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales en date du 11 août 2009 que Pearl Invest & Trade Limited établie à Jasmine Court, 35A Regent Street, P.O. Box 1777, Belize City, Belize, associé unique de la Société, a transféré ses 500 parts sociales à la société suivante:

- Dushi Property S.A. dont le siège social est établi à Jasmine Court, 35A Regent Street, P.O. Box 1777, Belize City, Belize et immatriculée au Registrar of International Business Companies sous le numéro 54.753.

Munsbach, le 11 août 2009.

Pour la Société

Signature

Un gérant

Référence de publication: 2009108628/17.

(090129952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2009.

AI International Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 144.098.

EXTRAIT

Il résulte de la cession de parts sociales conclue en date du 8 janvier 2009, que l'intégralité du capital social de la société est détenue comme suit:

AI INTERNATIONAL INVESTMENTS LLC

2711 Centerville Road, Suite 400 1.000 parts sociales
Wilmington, DE 19808

U.S.A.

Pour extrait conforme

Simon Baker

Gérant

Référence de publication: 2009108629/17.

(090129910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2009.

Callatay & Wouters PSF, Callatay et Wouters, Association d'Ingénieurs-Conseils S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89E, rue Pafebruch, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 38.811.

*Extrait des résolutions prises
lors de l'assemblée générale ordinaire du 3 juin 2009*

Est nommée administrateur, en remplacement de Monsieur François GILLET, administrateur démissionnaire:

- Madame Sophie MALARME, née le 6 février 1970 à Bruxelles (Belgique), demeurant 2, rue des Meuniers, B-1390 Bossu-Gottechain.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013.

Est nommé administrateur délégué, pour la durée de son mandat d'administrateur, soit jusqu'en 2014:

- THALENT bvba, représentée par Monsieur Marc DE GROOTE, sise Platte-Lo Straat, 525, B-3010 Kessel-Lo.

Le nouvel administrateur délégué sera habilité à engager la société avec la signature conjointe d'un des deux autres administrateur délégué.

Luxembourg, le 23 juillet 2009.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2009108607/20.

(090130539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2009.

Smart Asset Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 124.965.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire du 14 avril 2009

- Le mandat de Monsieur Vincent MARTET (demeurant 2, rue du Puits Saint Pierre, CH-1204 Genève - Suisse) est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2010.
- Le mandat de Monsieur Antoine CALVISI (demeurant professionnellement 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg) est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2010.
- Le mandat de Monsieur Jean-Michel WILLEMAERS (demeurant 18 A Vecmont, B-6980 La Roche en Ardenne - Belgique) est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2010.
- Le mandat du réviseur d'entreprises, Deloitte S.A. (sis 560, rue de Neudorf-L-2220 Luxembourg) est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2010.

Pour extrait sincère et conforme
Vincent MARTET / Jean-Michel WILLEMAERS
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009108893/19.

(090130963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2009.

Smart Private Managers (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 124.966.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire du 14 avril 2009

- Le mandat de Monsieur Vincent MARTET (demeurant 2, rue du Puits Saint Pierre, CH-1204 Genève -Suisse) est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2010.
- Le mandat de Monsieur Marc BOLAND (demeurant 7, rue Principale, L-5240 Sandweiler - Luxembourg) est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2010.
- Le mandat de Monsieur Jean-Michel WILLEMAERS (demeurant 18A Vecmont, B-6980 La Roche-en-Ardenne - Belgique) est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2010.
- Le mandat du réviseur d'entreprises, Deloitte S.A. (sis 560, rue de Neudorf -L-2220 Luxembourg) est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2010.

Pour extrait sincère et conforme
Jean-Michel WILLEMAERS / Marc BOLAND
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009108895/19.

(090130960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2009.

Naralux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 78.753.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social en date du 13 août 2009

La démission de Monsieur Lorenzo GIANELLO de son poste d'administrateur de la société est acceptée.

Monsieur Jacopo ROSSI, employé privé, 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur de la société. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Luxembourg, le 13 août 2009.

Pour extrait sincère et conforme
NARALUX S.A.
Régis DONATI / Alexis DE BERNARDI
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009108894/16.

(090130839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2009.

Siska Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 53.204.

—
Résolutions prises par l'actionnaire unique, le 29 juin 2009:

1. reconduction du mandat de Kitz S.A., dont le représentant permanent est Madame Stéphanie Marion, demeurant professionnellement à L-1637 Luxembourg, 1 rue Goethe, comme administrateur de la société pour une période de 4 ans jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'année 2012;

2. reconduction du mandat de Monsieur Marc Schintgen, comme administrateur de la société pour une période de 4 ans jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'année 2012;

3. reconduction du mandat du commissaire aux comptes, Alpha Expert S.A., pour une période de 4 ans jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'année 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009108885/17.

(090131052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2009.

AV-Holding S.A., Société de Gestion de Patrimoine Familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 111.779.

—
EXTRAIT

Résolutions prises lors de l'assemblée générale du 21 avril 2009:

1. les actionnaires acceptent la démission de Madame Evy Vandennecke de son poste de commissaire aux comptes, avec effet au 20 avril 2009:

2. les actionnaires acceptent la nomination de Monsieur Peter Soenen, résidant à B-9840 De Pinte, Pruiembosstraat 2, comme nouveau commissaire aux comptes de la société pour une période de 2 ans, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'année 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009108887/17.

(090131039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2009.

Adex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 51, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 133.622.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société, tenue à la date du 13 août 2009, que

1. Messieurs Romain Schumacher et Claude Schmit, demeurant professionnellement à L-2561 Luxembourg, 51, rue de Strasbourg ont été révoqués de leurs fonctions d'administrateurs.

2. Monsieur Philippe Dauvergne, demeurant à L-1613 Luxembourg, au n° 19, rue Jean-François Gangler et Monsieur Jean Riwers, demeurant à L-7653 HEFFINGEN, au n° 72 Um Beil ont été nommés administrateurs.

Les mandats des administrateurs ainsi nommés prendront fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'an 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 2009.

Pour extrait conforme

Pour le Conseil d'Administration

Signature

Référence de publication: 2009108619/20.

(090130219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2009.

Sarabel B.V. / S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach.

R.C.S. Luxembourg B 136.083.

—
STATUTES

In the year two thousand seven, on the thirteenth day of December.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

STICHTING ADMINISTRATIEKANTOOR SARABEL, having its registered office at Rondeboslaan 35, 9936 BJ Farmsum, the Netherlands,

here represented by Mr W.A. Blijdorp, entrepreneur, residing in Gingolph, Switzerland, as legal representative.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. that 100% of the share capital of SARABEL B.V., a Dutch private limited liability company, having its registered office in the Netherlands and its principal office and establishment at Rondeboslaan 35, 9936 BJ Farmsum, the Netherlands, registered with Registry of Companies in Groningen, the Netherlands under number 02330778 (the Company) is represented at the present meeting;

II. that by resolution validly adopted by the directors of the Company on December 13, 2007, the Company resolved to transfer its principal establishment and effective place of management from The Netherlands to Larochette, Grand Duchy of Luxembourg as from the date hereof. A copy of said resolution shall remain annexed to the present deed.

III. that it results from the balance sheet of the Company dated November 30, 2007 and of a certificate dated as per the date hereof, that, as of the date hereof, the net assets of the Company correspond at least to the value of the share capital of the Company, a copy of such balance sheet and the certificate, after having been signed *in varietur* by the proxy holder of the appearing parties and the notary, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

IV. that the sole shareholder of the Company (the Sole Shareholder) resolves as follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to transfer the principal office and establishment (but not the registered office (in Dutch: statutaire zetel) for Dutch corporate law purposes) and the place of effective management of the Company from the Netherlands to Larochette, Grand Duchy of Luxembourg as per the date hereof, without the Company being dissolved but on the contrary with corporate continuance.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to set the principal office and establishment (but not the registered office (in Dutch: statutaire zetel) for Dutch corporate law purposes) at 10-12, rue de Medernach, L-7619 Larochette, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves (i) that the Company shall operate in Larochette, Grand Duchy of Luxembourg in the form of a société à responsabilité limitée, and thus, for the purpose of article 159 of the Luxembourg companies law of 10th August, 1915, as amended, but under the understanding that the Company continues to be considered under the laws of the Netherlands as a validly incorporated Dutch company, (ii) to proceed to an amendment of its articles of association. The articles of association of the Company shall henceforth read as follows:

Articles of association

Chapter I.

Art. 1. Definitions.

1.1 In these Articles of Association the following words shall have the following meanings:

a. a «Share»:

a share in the capital of the Company;

b. a «Shareholder»:

a holder of one or more Shares;

c. a «General Meeting»:

a meeting of Shareholders and other persons entitled to attend meetings of Shareholders;

d. the «General Meeting of Shareholders»:

the body of the Company consisting of Shareholders entitled to vote;

e. the «Management Board»:

the sole management board member of the Company, if only one member has been appointed and the management board members of the Company, if more than one member has been appointed;

f. a «Subsidiary»:

a subsidiary of the Company as referred to in Section 2:24a of the Dutch Civil Code;

g. «in writing»:

by letter, by fax, by e-mail, or by message which is transmitted via any other current means of communication and which can be received in the written form, provided that the identity of the sender can be sufficiently established;

h. the «Distributable Equity»:

the part of the Company's equity which exceeds the aggregate of the issued capital and the reserves which must be maintained pursuant to the Law;

i. a «Company Body»:

the Management Board or the General Meeting of Shareholders;

j. the «Law»:

any applicable law or regulation.

1.2 References to Articles shall be deemed to refer to articles of these Articles of Association, unless the contrary is apparent.

Chapter II. Name, Registered offices and objects

Art. 2. Name, Registered Offices and Duration.

2.1 The company is a private limited liability company (the Company) and its name is:

SARABEL B.V. / S.à.r.l.

2.2 The registered offices of the Company are in Delfzijl, the Netherlands.

2.3 The principal establishment and place of effective management of the Company shall be in Larochette, Grand Duchy of Luxembourg.

2.4 The Company may have branch offices elsewhere, also outside the Grand Duchy of Luxembourg.

2.5 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 3. Objects. The objects of the Company are:

a. to acquire participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever;

b. to borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or to any other company. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person;

c. to generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks; and

d. to carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Chapter III. Share capital, Register of shareholders

Art. 4. Share Capital.

4.1 The authorized and issued capital of the Company equals eighteen thousand euro (EUR 18,000).

4.2 The authorized and issued capital of the Company is divided into one hundred eighty (180) Shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each.

4.3 All Shares shall be registered. No share certificates shall be issued.

4.4 Towards the Company, the Shares are indivisible. Joint co-owners must appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 5. Register of Shareholders.

5.1 Each Shareholder, each pledgee of Shares and each usufructuary of Shares is required to state his address to the Company in writing.

5.2 The Management Board shall keep a register of Shareholders in which the names and addresses of all Shareholders are recorded, showing the date on which they acquired the Shares, the date of acknowledgement by or serving upon the Company and the nominal value paid in on each Share stating that the full nominal amount has been paid in.

5.3 The names and addresses of pledgees and usufructuaries of Shares shall also be entered into the register of Shareholders, showing the date on which they acquired the right and the date of acknowledgement by or serving upon the Company.

5.4 On application by a Shareholder or a pledgee or usufructuary of Shares, the Management Board shall furnish an extract from the register of Shareholders, free of charge, insofar as it relates to the applicant's rights in respect of a Share.

5.5 The register of Shareholders shall be kept accurate and up-to-date. All entries and notes in the register shall be signed by one or more persons authorized to represent the Company.

5.6 The Management Board shall make the register available at the Company's principal office in Luxembourg, for inspection by the Shareholders.

Chapter IV. Issuance of shares

Art. 6. Resolution to Issue and Notarial Deed.

6.1 Shares may be issued pursuant to a resolution of the General Meeting of Shareholders, taken by a majority in number of Shareholders owning at least three-quarters of the Company's issued capital. The resolution to issue Shares shall require a deed, to be executed for that purpose before a notary registered in the Grand Duchy of Luxembourg.

6.2 A resolution to issue Shares shall stipulate the issue price and the other conditions of issue.

6.3 The issue of a Share shall furthermore require a notarial deed, to be executed for that purpose before a civil law notary registered in the Netherlands, to which deed those involved in the issuance shall be parties.

Art. 7. Rights of Pre-emption.

7.1 Upon issuance of Shares, each Shareholder shall have a right of pre-emption in proportion to the aggregate nominal value of his Shares, subject to the provisions of Articles 7.2, 7.3 and 7.4. Shareholders shall have a similar right of pre-emption if rights are granted to subscribe for Shares.

7.2 Shareholders shall have no right of pre-emption on Shares which are issued to employees of the Company or of a group company as defined in Section 2:24b of the Dutch Civil Code.

7.3 Prior to each single issuance of Shares, the right of pre-emption may be limited or excluded by the General Meeting of Shareholders.

7.4 Shareholders shall have no right of pre-emption in respect of Shares which are issued to a person exercising a right to subscribe for Shares previously granted.

Art. 8. Payment on Shares.

8.1 The full nominal value of each Share must be paid upon issuance.

8.2 Payment on a Share must be made in cash insofar as no non-cash contribution has been agreed on. Payment in foreign currency may only be made with the approval of the Company and with due observance of the provisions of the Law.

8.3 Non-cash contributions on Shares are subject to the provisions of the Law.

Chapter V. Own shares, Reduction of the issued capital

Art. 9. Own Shares.

9.1 When issuing Shares, the Company may not subscribe for its own Shares.

9.2 The Company may acquire fully paid in Shares or depositary receipts thereof, with due observance of the limitations prescribed by the Law.

Art. 10. Financial Assistance.

10.1 The Company may not give security, guarantee the price, or in any other way answer to or bind itself either severally or jointly for or on behalf of third parties, with a view to a subscription for or an acquisition of Shares or depositary receipts thereof by others. This prohibition also applies to Subsidiaries.

10.2 The Company may grant loans with a view to a subscription for or an acquisition of Shares or depositary receipts thereof, but not in excess of the amount of the Distributable Equity.

10.3 The Company shall maintain a non-distributable reserve up to the outstanding amount of the loans referred to in Article 10.2.

Art. 11. Reduction of the Issued Capital.

11.1 The General Meeting of Shareholders may resolve to reduce the Company's issued capital. The resolution to reduce the Company's issued capital shall be taken by a majority in number of Shareholders owning at least three-quarters of the Company's issued capital. The resolution to reduce the Company's issued capital shall require a deed, to be executed for that purpose before a notary registered in the Grand Duchy of Luxembourg.

11.2 The reduction of the Company's issued capital shall be effected in accordance with the relevant provisions prescribed by the Law and be subject to the provisions of the Law.

11.3 The notice of a General Meeting at which a resolution to reduce the Company's issued capital shall be proposed, shall state the purpose of the capital reduction and the manner in which it is to be achieved. The provisions in these Articles of Association relevant to a proposal to amend the Articles of Association shall apply by analogy.

Chapter VI. Transfer of shares, Blocking clause

Art. 12. Transfer of Shares, Notarial Deed.

12.1 The transfer of a Share shall require a notarial deed, to be executed for that purpose before a civil law notary registered in the Netherlands, to which deed those involved in the transfer shall be parties.

12.2 Unless the Company itself is party to the legal act, the rights attributable to the Share can only be exercised after the Company has acknowledged said transfer or said deed has been served upon it in accordance with the relevant provisions of the Law.

Art. 13. Blocking Clause (offer to co Shareholders).

13.1 A transfer of one or more Shares can only be effected with due observance of the provisions set out in this Article 13, unless (i) all co Shareholders have approved the intended transfer in writing, which approval shall then be valid for a period of three months, or (ii) the Shareholder concerned is obliged by Law to transfer his Shares to a former Shareholder.

13.2 A Shareholder wishing to transfer one or more of his Shares (hereinafter: the «Offeror») shall first offer to sell such Shares to his co-Shareholders. Such offer shall be made by the Offeror by means of a written notification to the Management Board, stating the number of Shares he wishes to transfer. Within two weeks of receipt of this notification, the Management Board shall give notice of the offer to the co-Shareholders. Co-Shareholders interested in purchasing one or more of the Shares on offer (hereinafter: «Interested Parties») must notify the Management Board within one month after said notices from the Management Board have been sent; notifications from co-Shareholders received later shall not be taken into account. If the Company itself is a co-Shareholder, it shall only be entitled to act as an Interested Party with the consent of the Offeror, subject to the provisions of the Law.

13.3 The price at which the Shares on offer can be purchased by the Interested Parties shall be mutually agreed between the Offeror and the Interested Parties or by one or more experts appointed by them. If they do not reach agreement on the price or on the expert or experts, as the case may be, the price shall be set by one or more independent experts to be appointed on the request of one or more of the parties concerned by the chairman of the International Chamber of Commerce. If an expert is appointed, he shall be authorized to inspect all books and records of the Company and to obtain all such information as will be useful to him in setting the price.

13.4 Within one month of the price being set, the Interested Parties must give notice to the Management Board of the number of the Shares on offer they wish to purchase. An Interested Party who fails to submit notice within said term shall no longer be counted as an Interested Party. Once the notice mentioned in the preceding sentence has been given, an Interested Party can only withdraw with the consent of the other Interested Parties.

13.5 If the Interested Parties wish to purchase more Shares in the aggregate than have been offered, the Shares on offer shall be distributed among them. The Interested Parties shall determine the distribution by mutual agreement. If they do not reach agreement on the distribution within two weeks from the notice to the Management Board referred to in Article 13.4, the Shares on offer shall be distributed among them by the Management Board, as far as possible in proportion to the shareholding of each Interested Party at the time of the distribution. However, the number of Shares on offer allocated to an Interested Party cannot exceed the number of Shares he wishes to purchase.

13.6 The Offeror may withdraw his offer up to one month after the day on which he is informed to which Interested Party or Parties he can sell all the Shares on offer and at what price.

13.7 All notifications and notices referred to in this Article 13 shall be made by certified mail or against acknowledgement of receipt. Each time the Management Board receives such notification or notice, it shall immediately send a copy thereof to the Offeror and all Interested Parties (with the exception of the sender), unless indicated otherwise hereinabove.

13.8 All costs of the appointment of the expert or experts, as the case may be, and their determination of the price, shall be borne by:

- a. the Offeror if he withdraws his offer;
- b. the Offeror and the buyers for equal parts if the Shares have been purchased by one or more Interested Parties, provided that these costs shall be borne by the buyers in proportion to the number of Shares purchased;
- c. the Company if the offer has not been accepted in full or only in part.

13.9 The transfer of Shares shall furthermore be subject to the transfer restrictions provided by the Law.

13.10 The preceding provisions of this Article 13 shall apply by analogy to any right to subscribe for Shares and any right accruing from a Share, except any right to a payable distribution in cash.

Chapter VII. Pledging of shares and usufruct in shares, Depositary receipts for shares

Art. 14. Pledging of Shares and Usufruct in Shares.

14.1 The provisions of Article 12 shall apply by analogy to the pledging of Shares and to the creation or transfer of a usufruct in Shares. The pledging of Shares and the creation or transfer of a usufruct in Share shall furthermore be subject to the relevant provisions prescribed by the Law.

14.2 On the creation of a right of pledge in a Share and on the creation or transfer of a usufruct in a Share, the voting rights attributable to such Share may be assigned to the pledgee or the usufructuary with due observance of the Law.

Art. 15. Depositary Receipts for Shares. The Company shall not cooperate in the issuance of depositary receipts for Shares.

Chapter VIII. The management board

Art. 16. Management Board Members.

16.1 The Management Board shall be composed of A managers and B managers. Both individuals and legal entities can be Management Board members.

16.2 Management Board members are appointed by the General Meeting of Shareholders.

16.3 A Management Board member may be suspended or dismissed by the General Meeting of Shareholders at any time.

16.4 Any suspension may be extended one or more times, but may not last longer than three months in the aggregate. If, at the end of that period, no decision has been taken on termination of the suspension or on dismissal, the suspension shall end.

16.5 The authority to establish remuneration and other conditions of employment for Management Board members is vested in the General Meeting of Shareholders.

Art. 17. Duties, Decision-making Process and Allocation of Duties.

17.1 The Management Board shall be entrusted with the management of the Company.

17.2 When making Management Board resolutions, each Management Board member may cast one vote.

17.3 All resolutions of the Management Board shall be adopted by a majority of the votes cast in a meeting where the majority of the managers present or represented.

17.4 Management Board resolutions may at all times be adopted outside of a meeting, in writing or otherwise, provided the proposal concerned is submitted to all Management Board members then in office and none of them objects to this manner of adopting resolutions. Adoption of resolutions in writing shall be effected by written statements from all Management Board members then in office.

17.5 Resolutions of the Management Board shall be recorded in a minute book that shall be kept by the Management Board.

17.6 The Management Board may establish further rules regarding its decision-making process and working methods. In this context, the Management Board may also determine the duties for which each Management Board member in particular shall be responsible. The General Meeting of Shareholders may decide that such rules and allocation of duties must be put in writing and that such rules and allocation of duties shall be subject to its approval.

Art. 18. Representation, Conflicts of Interest.

18.1. The Company shall be bound towards third parties in all matters by by the joint signature of any A manager and any B manager of the Company.

18.2 The Management Board may appoint officers with limited and specific powers to represent the Company. Each officer shall be competent to represent the Company, subject to the restrictions imposed on him. The Management Board shall determine each officer's title. Such officers may be registered at the Commercial Register, if required by Law, indicating the scope of their power to represent the Company. The authority of an officer thus appointed may not extend to any transaction where the Company has a conflict of interest with the officer concerned or with one or more Management Board members.

18.3 In the event of a conflict of interest between the Company and one or more Management Board members, the provisions of Article 18.1 shall continue to apply unimpaired unless the General Meeting of Shareholders has appointed one or more other persons to represent the Company in the case at hand or in general in the event of such a conflict, subject to any provisions prescribed by Law. A resolution of the Management Board with respect to a matter involving a conflict of interest with one or more Management Board members in a private capacity shall be subject to the approval of the General Meeting of Shareholders, but the absence of such approval shall not affect the authority of the Management Board or its members to represent the Company.

18.4 Without regard to whether a conflict of interest exists or not, all legal acts of the Company vis-à-vis a holder of all of the Shares, or vis-à-vis a participant in a community property, of married or registered non-married partners, of which all of the Shares form a part, whereby the Company is represented by such Shareholder or one of the participants, shall be put in writing. For the application of the foregoing sentence, Shares held by the Company or its Subsidiaries shall not be taken into account.

18.5 The provisions of Article 18.4 do not apply to legal acts which, under their agreed terms, form part of the normal course of business of the Company.

Art. 19. Approval of Management Board Resolutions.

19.1 The General Meeting of Shareholders may require Management Board resolutions to be subject to its approval. The Management Board shall be notified in writing of such resolutions, which shall be clearly specified.

19.2 The absence of approval by the General Meeting of Shareholders of a resolution as referred to in this Article 19 shall not affect the authority of the Management Board or its members to represent the Company.

Art. 20. Vacancy or Inability to Act. If a seat is vacant on the Management Board («ontstentenis») or a Management Board member is unable to perform his duties («belet»), the remaining Management Board members or member shall be temporarily entrusted with the management of the Company. If all seats in the Management Board are vacant or all Management Board members or the sole Management Board member, as the case may be, are unable to perform their duties, the management of the Company shall be temporarily entrusted to one or more persons designated for that purpose by the General Meeting of Shareholders.

Chapter IX. Financial year and annual accounts, Profits and distributions

Art. 21. Financial Year and Annual Accounts.

21.1 The Company's financial year shall be the calendar year.

21.2 Within the period prescribed by the Law, the Management Board shall prepare annual accounts, and shall deposit the same for inspection by the Shareholders at the Company's principal office.

21.3 The annual accounts shall consist of a balance sheet, a profit and loss account and explanatory notes.

21.4 The annual accounts shall be signed by the Management Board members. If the signature of one or more of them is missing, this shall be stated and reasons for this omission shall be given.

21.5 The Company may, and if the Law so requires shall, appoint an accountant to audit the annual accounts. Such appointment shall be made by the General Meeting of Shareholders.

21.6 The Company shall ensure that the annual accounts and, insofar as required, the annual report and the information to be added by virtue of the Law are kept at its office as from the day on which notice of the annual General Meeting is given. Shareholders may inspect the documents at that place and obtain a copy free of charge.

21.7 The annual accounts, the annual report, the information to be added by virtue of the Law and the audit by an accountant, as well as deposition of documents at the Commercial Register, shall furthermore be subject to the provisions of the Law.

Art. 22. Adoption of the Annual Accounts and Discharge.

22.1 The General Meeting of Shareholders shall adopt the annual accounts.

22.2 After adoption of the annual accounts, the General Meeting of Shareholders shall pass a resolution concerning release of the Managers from liability for the exercise of their duties, insofar as the exercise of such duties is reflected in the annual accounts or otherwise disclosed to the General Meeting of Shareholders prior to the adoption of the annual accounts. The scope of a release from liability shall be subject to limitations by virtue of the Law.

Art. 23. Profits and Distributions.

23.1 Out of the net profits earned in a financial year, an amount of five percent (5%) of the net profits shall be added to a statutory reserve of the Company, until this reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company

23.2 The profits remaining after application of Article 23.1 shall be determined by the General Meeting of Shareholders.

23.3 Distribution of profits shall be made after adoption of the annual accounts if permissible under the Law given the contents of the annual accounts.

23.4 The General Meeting of Shareholders may resolve to make interim distributions on Shares and/or to make distributions on Shares at the expense of any reserve of the Company, subject to any applicable provision of the Law.

23.5 Distributions on Shares shall be made payable immediately after the resolution to make the distribution, unless another date of payment has been determined in the resolution.

23.6 Distributions on Shares may be made only up to an amount which does not exceed the amount of the Distributable Equity.

23.7 A claim of a Shareholder for payment of a distribution on Shares shall be barred after five years have elapsed.

23.8 In calculating the amount of any distribution on Shares, Shares held by the Company shall be disregarded.

Chapter X. The general meeting of shareholders

Art. 24. Annual General Meeting.

24.1 The annual General Meeting shall be held within six months after the end of the financial year.

24.2 The agenda of this annual General Meeting shall contain, inter alia, the following subjects for discussion:

- a. discussion of the annual report (unless an exemption under the Law applies to the Company);

- b. discussion and adoption of the annual accounts;
- c. the granting of discharge to Management Board members;
- d. allocation of profits; and
- e. other subjects announced with due observance of Article 26.

The agenda does not need to contain the subjects as referred to under a, b, c and d, if it contains a proposal to extend the period to prepare the annual accounts and (if applicable) to prepare the report, or, if a resolution to that extent has already been taken.

Art. 25. Other General Meetings.

25.1 Other General Meetings shall be held as often as the Management Board deems such necessary.

25.2 Shareholders representing in the aggregate at least one-tenth of the Company's issued capital may request the Management Board to convene a General Meeting, stating specifically the subjects to be discussed. If the Management Board has not given proper notice of a General Meeting within four weeks following receipt of such request such that the meeting can be held within six weeks after receipt of the request, the applicants shall be authorized to convene a meeting themselves.

Art. 26. Notice, Agenda and Venue of Meetings.

26.1 Notice of General Meetings shall be given by the Management Board, without prejudice to the provisions of Article 25.2.

26.2 Notice of the meeting shall be given no later than on the fifteenth day prior to the day of the meeting.

26.3 The notice of the meeting shall specify the subjects to be discussed. Subjects which were not specified in such notice may be announced at a later date, with due observance of the term referred to in Article 26.2.

26.4 A subject for discussion of which discussion has been requested in writing not later than thirty days before the day of the meeting by one or more Shareholders who individually or jointly represent at least one percent of the Company's issued capital, shall be included in the notice or shall be notified in the same way as the other subjects for discussion, provided that no important interest (zwaarwichtig belang) of the Company dictates otherwise.

26.5 The notice of the meeting shall be sent to the addresses of the Shareholders shown in the register of Shareholders.

26.6 General Meetings are held in the municipality in which, according to these Articles of Association, the Company has its registered office. General Meetings may also be held in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg or elsewhere, but in that case valid resolutions of the General Meeting of Shareholders may only be adopted if all of the Company's issued capital is represented.

Art. 27. Admittance and Rights at Meetings.

27.1 Each Shareholder shall be entitled to attend the General Meetings, to address the meeting and to exercise his voting rights. Shareholders may be represented in a meeting by a proxy authorized in writing.

27.2 At a meeting, each person present with voting rights must sign the attendance list. The chairperson of the meeting may decide that the attendance list must also be signed by other persons present at the meeting.

27.3 The Management Board members shall, as such, have the right to give advice in the General Meetings.

27.4 The chairperson of the meeting shall decide on the admittance of other persons to the meeting.

Art. 28. Chairperson and Secretary of the Meeting.

28.1 The chairperson of a General Meeting shall be appointed by more than half of the votes cast by the persons with voting rights present at the meeting. Until such appointment is made, a Management Board member shall act as chairperson, or, if no Management Board member is present at the meeting, the eldest person present at the meeting shall act as chairperson.

28.2 The chairperson of the meeting shall appoint a secretary for the meeting.

Art. 29. Minutes, Recording of Shareholders' Resolutions.

29.1 The secretary of a General Meeting shall keep minutes of the proceedings at the meeting. The minutes shall be adopted by the chairperson and the secretary of the meeting and as evidence thereof shall be signed by them.

29.2 The chairperson of the meeting or those who convened the meeting may determine that a notarial report must be prepared of the proceedings at the meeting. The notarial report shall be co-signed by the chairperson of the meeting.

29.3 The Management Board shall keep record of all resolutions adopted by the General Meeting of Shareholders. If the Management Board is not represented at a meeting, the chairperson of the meeting shall ensure that the Management Board is provided with a transcript of the resolutions adopted, as soon as possible after the meeting. The records shall be deposited at the Company's principal office for inspection by the Shareholders. On application, each of them shall be provided with a copy of or an extract from the records at not more than the actual cost.

Art. 30. Adoption of Resolutions in a Meeting.

30.1 Each Share confers the right to cast one vote.

30.2 To the extent that the Law or these Articles of Association do not provide otherwise, all resolutions of the General Meeting of Shareholders shall be adopted by more than half of the votes cast, which majority shall represent at least one-half of the Company's issued capital. If less than one-half of the Company's issued capital is represented, a new meeting shall be convened by registered mail at which the resolution shall be adopted by a simple majority of the votes cast, irrespective of the part of the Company's issued capital represented at such meeting.

30.3 If there is a tie in voting, the proposal shall be deemed to have been rejected.

30.4 If the formalities for convening and holding of General Meetings, as prescribed by Law or these Articles of Association, have not been complied with, valid resolutions of the General Meeting of Shareholders may only be adopted in a meeting, if in such meeting all of the Company's issued capital is represented and such resolution is carried by unanimous vote.

30.5 In the General Meeting, no voting rights may be exercised for any Share held by the Company or a Subsidiary, nor for any Share for which the Company or a Subsidiary holds the depositary receipts.

30.6 When determining how many votes are cast by Shareholders, how many Shareholders are present or represented, or which part of the Company's issued capital is represented, no account shall be taken of Shares for which, pursuant to the Law or these Articles of Association, no vote can be cast.

Art. 31. Voting.

31.1 All voting shall take place orally. The chairperson is, however, entitled to decide that votes be cast by a secret ballot. If it concerns the holding of a vote on persons, anyone present at the meeting with voting rights may demand a vote by a secret ballot. For the purposes of this paragraph «in writing» shall mean: by means of secret, unsigned ballot papers.

31.2 Blank and invalid votes shall not be counted as votes.

31.3 Resolutions may be adopted by acclamation if none of the persons with voting rights present at the meeting objects.

31.4 The chairperson's decision at the meeting on the result of a vote shall be final and conclusive. The same shall apply to the contents of an adopted resolution if a vote is taken on an unwritten proposal. However, if the correctness of such decision is challenged immediately after it is pronounced, a new vote shall be taken if either the majority of the persons with voting rights present at the meeting or, where the original vote was not taken by roll call or in writing, any person with voting rights present at the meeting, so demands. The legal consequences of the original vote shall be made null and void by the new vote.

Art. 32. Adoption of Resolutions without holding Meetings.

32.1 Resolutions of the General Meeting of Shareholders may also be adopted in writing without holding a General Meeting, provided they are adopted by the unanimous vote of all Shareholders entitled to vote. The provision of Article 27.3 shall apply by analogy.

32.2 Each Shareholder must ensure that the Management Board is informed of the resolutions thus adopted as soon as possible in writing. The Management Board shall keep record of the resolutions adopted and it shall add such records to those referred to in Article 29.3.

Chapter XI. Amendment of the articles of association, Change of corporate form, Dissolution and liquidation

Art. 33. Amendment of the Articles of Association; Change of Corporate Form.

33.1 The General Meeting of Shareholders may resolve to amend these Articles of Association by a resolution adopted with a majority in number of Shareholders owning at least three-quarters of the Company's issued capital. The resolution to amend these Articles of Association shall require a deed, to be executed for that purpose before a notary registered in the Grand Duchy of Luxembourg. When a proposal to amend these Articles of Association is to be made at a General Meeting, the notice of such meeting must state so and a copy of the proposal, including the verbatim text thereof, shall be deposited and kept available at the Company's principal office for inspection by the Shareholders, until the conclusion of the meeting. From the day of deposit until the day of the meeting, a Shareholder shall, on application, be provided with a copy of the proposal free of charge. An amendment of these Articles of Association shall further be laid down in a deed, to be executed for that purpose before a civil law notary registered in the Netherlands.

33.2 The Company may change its corporate form into a different legal form. A change of the corporate form shall require a resolution to change the corporate form, and a resolution to amend these Articles of Association adopted by the General Meeting of Shareholders, both taken by a majority in number of Shareholders owning at least three-quarters of the Company's issued capital. A change of the corporate form shall furthermore be subject to the relevant provisions of the Law. A change of the corporate form shall not terminate the existence of the legal entity.

Art. 34. Dissolution and Liquidation.

34.1 The Company may be dissolved pursuant to a resolution to that effect by the General Meeting of Shareholders. The resolution to dissolve the Company shall require a deed, to be executed for that purpose before a notary registered in the Grand Duchy of Luxembourg. The proposal to dissolve the Company must be stated in the notice of such meeting.

34.2 If the Company is dissolved pursuant to a resolution of the General Meeting of Shareholders, the Management Board members shall become liquidators of the dissolved Company's property. The General Meeting of Shareholders may decide to appoint other persons as liquidators.

34.3 During liquidation, the provisions of these Articles of Association shall remain in force to the extent possible.

34.4 The balance remaining after payment of the debts of the dissolved Company shall be transferred to the Shareholders in proportion to the aggregate nominal value of the Shares held by each.

34.5 In addition, the liquidation shall be subject to the relevant provisions of the Law.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves (i) to acknowledge the resignation, effective as of the date hereof, of Mr. W.A. Blijdorp, as managing director of the Company and to grant him full discharge for the performance of his duties as manager of the Company, and (ii) to appoint, effective as of the date hereof, the following persons as managers of the Company for a period of 5 years:

1. A Managers:

(a) Mr Albert Seen, residing at 17 Leedebach, L-7618 Larochette, Luxembourg, and

(b) SUXESKEY S.A., a Luxembourg public limited company (société anonyme) having its registered office at 10-12, rue de Medernach, L-7619 Larochette, Luxembourg.

2. B Manager:

(a) Mr Willem Adriaan Blijdorp, a Dutch citizen, born on October 19, 1952 in de Noordoostelijke Polder, the Netherlands, residing at Residence Azur 16, rue Cantonale, 1898- St. Gingolph, Switzerland.

Estimate of costs

The Company has been subject to capital duty in the Netherlands, an EU Member State, and therefore no Luxembourg capital duty shall be due on this transfer of the place of effective management of the Company from the Netherlands to Luxembourg. Reference is made to article 3 (2) of the Law of 29th December 1971.

The amount of the expenses in relation to the present deed is estimated to be approximately EUR

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version; at the request of the same appearing party, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, said proxy holder signed together with us, the notary, the present original deed.

The German Translation follows:

Im Jahr zweitausendsieben, am dreizehnten Dezember.

Vor mir, Maître Henri Hellinckx, Notar, wohnhaft in Luxemburg.

Erschien:

STICHTING ADMINISTRATIEKANTOOR SARABEL, mit Sitz in Rondeboslaan 35, 9936 BJ Farmsum, Niederlande, hier vertreten durch W.A. Blijdorp, Unternehmer, wohnhaft in St. Gingolph, Schweiz, als gesetzlicher Vertreter.

Die erschienene Partei, wie vorerwähnt vertreten, bat den unterzeichneten Notar Folgendes aufzuzeichnen:

I. 100% des Stammkapitals der SARABEL B.V., einer niederländischen Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in den Niederlanden und Hauptniederlassung in Rondeboslaan 35, 9936 BJ Farmsum, Niederlande, unter der Nummer 02330778 (die Gesellschaft) beim Handelsregister der Industrie- und Handelskammer Groningen, Niederlande, eingetragen, werden bei der gegenwärtigen Sitzung vertreten;

II. Gemäss Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft vom 13. Dezember 2007, hat die Gesellschaft beschlossen die Hauptniederlassung und das Unternehmen sowie den Ort der tatsächlichen Verwaltung der Gesellschaft von den Niederlanden nach Larochette, Luxemburg zu verlegen, mit Wirkung zum heutigen Tage.

III. Der Bilanz der Gesellschaft, datiert vom 30. November 2007, und einer Bestätigung zum Datum des vorliegenden Dokuments, sind zu entnehmen, dass das Nettovermögen der Gesellschaft zum gegenwärtigen Datum mindestens dem Wert des Stammkapitals der Gesellschaft entspricht, wobei eine Kopie der Bilanz und der Bestätigung, nachdem sie durch die Bevollmächtigte der erschienenen Parteien und dem unterzeichneten Notar ne varietur unterzeichnet worden sind, an der vorliegenden Urkunde angeheftet wird und gleichzeitig mit dieser den Registrierungsbehörden vorgelegt wird;

IV. der Alleinaktionär der Gesellschaft (der Alleinaktionär) beschließt Folgendes:

Erster Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt, die Hauptniederlassung und das Unternehmen (jedoch nicht den Gesellschaftssitz (auf Niederländisch: statutaire zetel) zu Zwecken des niederländischen Gesellschaftsrechts) sowie den Ort der tatsächlichen

Verwaltung der Gesellschaft zum Datum des vorliegenden Dokuments von den Niederlanden nach Larochette, Luxemburg zu verlegen, ohne, dass die Gesellschaft aufgelöst wird, sondern weiterhin bestehen bleibt.

Zweiter Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt, die Hauptniederlassung und das Unternehmen (jedoch nicht den Gesellschaftssitz (auf Niederländisch: statutaire zetel) zu Zwecken des niederländischen Gesellschaftsrechts) nach 10-12, rue de Medernach, L-7619 Larochette, Luxemburg, zu verlegen.

Dritter Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt, (i) dass die Gesellschaft in Larochette, Luxemburg in der Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung betrieben wird, und zwar im Sinne des Artikels 159 des luxemburgischen Gesellschaftsrechts vom 10. August 1915 in der geänderten Fassung, jedoch mit der Vereinbarung, dass die Gesellschaft nach der niederländischen Gesetzgebung weiterhin eine gültig eingetragene niederländische Gesellschaft bleibt; (ii) eine Änderung der Satzung vorzunehmen. Die Satzung der Gesellschaft lautet fortan wie folgt:

Satzung

Kapitel I.

Art. 1. Begriffsbestimmungen.

1.1 In der vorliegenden Satzung entsprechen folgende Begriffe folgender Bedeutung:

a. ein «Anteil (Aktie)»:

ein Anteil am Kapital der Gesellschaft (Aktie);

b. ein «Aktionär»:

ein Inhaber einer oder mehrerer Aktien;

c. eine «Hauptversammlung»:

eine Versammlung der Aktionäre und anderer Personen, die an der Aktionärsversammlung teilnehmen dürfen;

d. die «Hauptversammlung der Aktionäre»:

das Gesellschaftsorgan, das aus stimmberechtigten Aktionären besteht;

e. der «Geschäftsführung (Management Board)»:

der alleinige Geschäftsführer der Gesellschaft, sofern ein einziges Mitglied ernannt worden ist, und der Geschäftsführungsrat der Gesellschaft, sofern mehr als ein Mitglied ernannt worden ist;

f. eine «Tochtergesellschaft»:

eine Tochtergesellschaft der Gesellschaft gemäß Paragraph 2:24a des niederländischen Bürgerlichen Gesetzbuches;

g. «schriftlich»:

per Brief, Fax, E-Mail oder Nachricht, die mit Hilfe eines anderen aktuellen Kommunikationsmittels übermittelt und in schriftlicher Form empfangen wurde, vorausgesetzt, dass die Identität des Absenders ausreichend festgestellt werden kann;

h. das «Ausschüttbare Kapital»:

der Teil des Kapitals der Gesellschaft, der das gesamte ausgegebene Kapital und die Rücklagen, welche den gesetzlichen Vorschriften entsprechen, übersteigt;

i. ein «Gesellschaftsorgan»:

der Geschäftsführungsrat oder die Hauptversammlung der Aktionäre;

j. das «Gesetz»:

jedwede geltende Gesetzgebung oder Regelung.

1.3 Bezugnahmen auf die Satzung gelten als Bezugnahmen auf die Artikel dieser Satzung, sofern nichts Gegenteiliges ersichtlich ist.

Kapitel II. Firmenbezeichnung, Sitz und Gegenstand

Art. 2. Firmenbezeichnung, Sitz und Dauer.

2.1 Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (die Gesellschaft) und ihre Firmenbezeichnung lautet:

SARABEL B.V. / S.à.r.l.

2.2 Der Sitz der Gesellschaft ist in Delfzijl, Niederlande.

2.3 Die Hauptniederlassung und der Ort der tatsächlichen Verwaltung der Gesellschaft befinden sich in Larochette, Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2.4 Die Gesellschaft kann andernorts, auch außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Zweigniederlassungen führen.

2.5 Die Gesellschaft besteht auf unbegrenzte Dauer.

Art. 3. Gegenstand. Der Gegenstand der Gesellschaft ist folgender:

- a. der Erwerb von Beteiligungen, in Luxemburg oder im Ausland, an jeder Art von Gesellschaften oder Gesellschaft auf jede Art und Weise, sowie die Verwaltung derartiger Beteiligungen. Die Gesellschaft kann insbesondere durch die Zeichnung, den Erwerb und den Tausch oder auf jede andere Art alle Arten von Wertpapieren, Aktien oder andere Beteiligungssicherheiten, Obligationen, Schuldverschreibungen, Hinterlegungsscheine und andere Schuldinstrumente und im Allgemeinen alle Sicherheiten und Finanzinstrumente, ausgegeben durch jede öffentliche oder private Einheit, erwerben. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung, der Entwicklung, der Führung und der Kontrolle jeder Art von Gesellschaft oder Unternehmen beteiligen. Darüber hinaus kann sie sich an dem Erwerb und der Verwaltung eines Portfolios von Patenten oder sonstigen gewerblichen Schutz- und Urheberrechten jedweder Art oder jedweden Ursprungs beteiligen;
- b. die Aufnahme von Krediten in jeglicher Form, außer über das öffentliche Angebot. Sie kann, ausschließlich über private Anlagen, Noten, Obligationen und Schuldverschreibungen und jede Art von Kredit und/oder Dividendenpapier herausgeben. Die Gesellschaft kann Kapital einschließlich, und ohne Einschränkung, des Erlöses jeden Kredites und/oder Erträge von Anleihen ihren Tochtergesellschaften, Zweigstellen und/oder jeder anderen Gesellschaft leihen. Sie kann auch Garantien und Bürgschaften geben, übertragen, belasten oder sonst schaffen und Sicherheiten für die Gesamtheit oder über einen Teil ihres Vermögens anerkennen, ihre eigenen Verpflichtungen und Unternehmen und/oder Verpflichtungen und Unternehmen jeder anderen Gesellschaft und, allgemein, zu ihrem eigenen Vorteil und/oder zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person garantieren;
- c. die Gesellschaft kann zum Zweck der Förderung eines effizienten Managements im Allgemeinen jede Technik und jedes Instrument anwenden, welches mit ihren Investitionen zusammenhängt, einschließlich Techniken und Instrumenten, die darauf ausgelegt sind, die Gesellschaft gegen Kreditrisiken, Währungsschwankungen, riskante Zinssätze und andere Risiken, zu schützen; und
- e. die Gesellschaft kann jede Art von kommerzieller oder finanzieller Tätigkeit in Zusammenhang mit Grundstücken oder beweglichem Eigentum ausüben, welche direkt oder indirekt ihren Gesellschaftszweck fördert oder im Bezug dazu steht.

Kapitel III. Stammkapital, Aktionärsregister

Art. 4. Stammkapital.

- 4.1 Das genehmigte und ausgegebene Kapital der Gesellschaft beträgt achtzehntausend Euro (EUR 18.000).
- 4.2 Das genehmigte und ausgegebene Kapital der Gesellschaft wird auf einhundertachtzig (180) Aktien mit einem Nominalwert von jeweils hundert Euro (EUR 100) verteilt.
- 4.3 Sämtliche Aktien sind Namensaktien. Es werden keine Aktienzertifikate ausgegeben.
- 4.5 Gegenüber der Gesellschaft sind die Aktien unteilbar. Gemeinsame Mitinhaber müssen eine einzelne Person zu ihrem Vertreter gegenüber der Gesellschaft ernennen.

Art. 5. Aktionärsregister.

- 5.1 Jeder Aktionär, Pfandinhaber von Aktien und jeder Nießbraucher von Aktien ist verpflichtet, der Gesellschaft seine Anschrift schriftlich mitzuteilen.
- 5.2 Der Geschäftsführungsrat führt ein Aktionärsregister, in dem die Namen und Anschriften sämtlicher Aktionäre aufgezeichnet sind, einschließlich des Datums, an dem die Aktien erworben wurden, des Datums der Bestätigung durch die Gesellschaft oder der Zustellung an die Gesellschaft sowie des gezahlten Nominalwerts für jede einzelne Aktie und der Angabe, dass der volle Nominalbetrag eingezahlt wurde.
- 5.3 Die Namen und Anschriften der Pfandinhaber und Nießbraucher von Aktien sind ebenfalls in das Aktionärsregister einzutragen, und zwar unter Angabe des Datums, an dem das Recht erworben wurde und des Datums der Bestätigung durch die Gesellschaft oder der Zustellung an die Gesellschaft.
- 5.4 Auf Antrag eines Aktionärs oder eines Pfandinhabers oder eines Nießbrauchers stellt der Geschäftsführungsrat kostenlos einen Auszug aus dem Aktionärsregister zur Verfügung, sofern er sich auf die Rechte des Antragstellers in Bezug auf eine Aktie bezieht.
- 5.5 Das Aktionärsregister ist stets präzise zu führen und zu aktualisieren. Sämtliche Eintragungen in das Register sind von einer Person oder von mehreren Personen zu unterzeichnen, die zur Vertretung der Gesellschaft befugt ist/sind.
- 5.7 Der Geschäftsführungsrat legt das Register in der Hauptniederlassung der Gesellschaft zur Einsichtnahme durch die Aktionäre aus.

Kapitel IV. Ausgabe von Aktien

Art. 6. Beschluss zur Ausgabe von Aktien und notarielle Beurkundung.

- 6.1 Die Ausgabe der Aktien erfolgt gemäß eines Beschlusses der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher durch die zahlenmäßige Mehrheit der Aktionäre gefasst wird, die mindestens drei Viertel des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft besitzen. Der Beschluss zur Ausgabe von Aktien ist zu diesem Zweck vor einem Notar, der im Großherzogtum Luxemburg registriert ist, zu beurkunden.
- 6.2 Der Beschluss zur Ausgabe von Aktien umfasst den Ausgabepreis und weitere Ausgabebedingungen.

6.4 Die Ausgabe einer Aktie erfordert überdies die Erstellung einer notariellen Urkunde, die zu diesem Zweck vor einem in den Niederlanden registrierten Notar rechtsgültig auszufertigen ist, und in der die an der Ausgabe beteiligten Personen als Parteien aufzuführen sind.

Art. 7. Vorkaufsrechte.

7.1 Bei der Ausgabe von Aktien hat jeder Aktionär ein Vorkaufsrecht im Verhältnis zur Gesamtheit des Nominalwertes seiner Aktien gemäß den Bestimmungen der Artikel 7.2, 7.3 und 7.4. Die Aktionäre haben ein ähnliches Vorkaufsrecht, wenn Rechte zur Zeichnung von Aktien gewährt werden.

7.2 Die Aktionäre haben gemäß Paragraf 2:24b des niederländischen Bürgerlichen Gesetzbuches kein Vorkaufsrecht auf Aktien, die an Mitarbeiter der Gesellschaft oder einer Konzerngesellschaft ausgegeben werden.

7.3 Vor jeder einzelnen Aktienaussgabe kann das Vorkaufsrecht durch die Hauptversammlung der Aktionäre beschränkt oder ausgeschlossen werden.

7.5 Die Aktionäre haben kein Vorkaufsrecht auf Aktien, die an Personen ausgegeben werden, welche ein zuvor gewährtes Recht zur Zeichnung von Aktien ausüben.

Art. 8. Einzahlung der Aktien.

8.1 Der volle Nominalwert jeder Aktie ist bei Ausgabe einzuzahlen.

8.2 Die Einzahlung der Aktie erfolgt in bar, sofern kein unbarer Beitrag vereinbart worden ist. Eine Einzahlung in Fremdwährung findet nur nach Genehmigung der Gesellschaft und mit sorgfältiger Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen statt.

8.4 Unbare Zahlungen für Aktien unterliegen den gesetzlichen Bestimmungen.

Kapitel V. Eigene Aktien, Reduzierung des Ausgegebenen Kapitals

Art. 9. Eigene Aktien.

9.1 Bei einer Aktienaussgabe darf die Gesellschaft keine eigenen Aktien zeichnen.

9.3 Die Gesellschaft kann voll eingezahlte Aktien oder Hinterlegungsscheine derselben erwerben, sofern die gesetzlich vorgeschriebenen Beschränkungen eingehalten werden.

Art. 10. Finanzielle Unterstützung.

10.1 Die Gesellschaft darf keine Sicherheiten geben, den Preis garantieren oder in anderer Weise agieren oder weder selbst noch allein oder gemeinsam mit Anderen für oder im Namen Dritter eine Verpflichtung zwecks Zeichnung oder Erwerb von Aktien oder Hinterlegungsscheine derselben durch Andere eingehen. Dieses Verbot gilt ebenfalls für Tochtergesellschaften.

10.2 Die Gesellschaft kann Darlehen zwecks Zeichnung oder Erwerb von Aktien oder Hinterlegungsscheine derselben gewähren, die jedoch nicht höher als der Betrag des Ausschüttbaren Kapitals sein dürfen.

10.4 Die Gesellschaft bildet nicht ausschüttbare Rücklagen bis zur Höhe des ausstehenden Betrags der in Artikel 10.2 erwähnten Darlehen.

Art. 11. Reduzierung des ausgegebenen Kapitals.

11.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann beschließen, das ausgegebene Kapital der Gesellschaft zu reduzieren. Der Beschluss zur Reduzierung des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft ist von der zahlenmäßigen Mehrheit der Aktionäre zu fassen, die mindestens drei Viertel des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft besitzen. Der Beschluss zur Reduzierung des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft ist zu diesem Zweck vor einem im Großherzogtum Luxemburg registrierten Notar zu beurkunden.

11.2 Die Reduzierung des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft erfolgt in Übereinstimmung mit den relevanten gesetzlichen Bestimmungen und ist nach diesen zu regeln.

11.4 Die Mitteilung zur Hauptversammlung, in der ein Beschluss zur Reduzierung des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft vorzuschlagen ist, erwähnt den Zweck der Kapitalreduzierung und die Art und Weise, in der diese zu erreichen ist. Die Bestimmungen dieser Satzung in Bezug auf einen Vorschlag zur Änderung der Satzung gelten in Analogie.

Kapitel VI. Übertragung von Aktien, Sperrklausel

Art. 12. Übertragung von Aktien; notarielle Beurkundung.

12.1 Die Übertragung von Aktien erfordert eine notarielle Urkunde, die zu diesem Zweck vor einem in den Niederlanden registrierten Notar rechtsgültig auszufertigen ist und in der sämtliche an der Übertragung beteiligten Personen als Parteien aufzuführen sind.

12.3 Sofern die Gesellschaft nicht selbst Partei dieser Rechtshandlung ist, können die der Aktie zurechenbaren Rechte nur dann ausgeübt werden, nachdem die Gesellschaft die besagte Übertragung bestätigt hat oder nachdem die besagte Urkunde in Übereinstimmung mit den entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen zugestellt worden ist.

Art. 13. Sperrklausel (Angebot an Mitaktionäre).

13.1 Eine Übertragung einer oder mehrerer Aktien wird nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des vorliegenden Artikels 13 ausgeführt, sofern nicht (i) sämtliche Mitaktionäre der beabsichtigten Übertragung schriftlich zuge-

stimmt haben, wobei die besagte Zustimmung für einen Zeitraum von drei Monaten gültig ist, oder (ii) der betreffende Aktionär gesetzlich verpflichtet ist, seine Aktien an einen früheren Aktionär zu übertragen.

13.2 Ein Aktionär, der eine oder mehrere Aktien übertragen möchte (im Folgenden als «Anbieter» bezeichnet), bietet diese Aktien zunächst seinen Mitaktionären zum Verkauf an. Ein derartiges Angebot erfolgt mittels einer schriftlichen Mitteilung seitens des Anbieters an den Geschäftsführungsrat unter Angabe der Anzahl der Aktien, die er übertragen möchte. Innerhalb von zwei Wochen nach Eingang dieser Mitteilung gibt der Geschäftsführungsrat den Mitaktionären dieses Angebot bekannt. Die Mitaktionäre, die am Kauf einer oder mehrerer Aktien aus diesem Angebot interessiert sind (im Folgenden als «interessierte Parteien» bezeichnet) informieren den Geschäftsführungsrat innerhalb von einem Monat nach Übermittlung besagter Bekanntgabe durch den Geschäftsführungsrat; Mitteilungen seitens der Mitaktionäre, die zu einem späteren Zeitpunkt eingehen, werden nicht berücksichtigt. Wenn die Gesellschaft selbst Mitaktionär ist, ist sie nur nach Zustimmung des Anbieters und gemäß den gesetzlichen Bestimmungen berechtigt, als interessierte Partei zu fungieren.

13.3 Der Preis, zu dem die angebotenen Aktien durch die interessierten Parteien erworben werden können, wird zwischen dem Anbieter und den interessierten Parteien oder einem oder mehreren von ihnen ernannten Sachverständigen vereinbart. Wird keine Vereinbarung über den Preis oder über den Sachverständigen bzw. die Sachverständigen erreicht, ist der Preis durch einen oder durch mehrere unabhängige Sachverständige festzulegen, die auf Antrag einer oder mehrerer betreffender Parteien vom Vorsitzenden der Internationalen Handelskammer zu ernennen sind. Wird ein Sachverständiger ernannt, so ist er befugt, sämtliche Bücher und Aufzeichnungen der Gesellschaft einzusehen und sämtliche Informationen einzuholen, die er für die Festlegung des Preises als nützlich erachtet.

13.4 Innerhalb eines Monats nachdem der Preis festgelegt worden ist, teilen die interessierten Parteien dem Geschäftsführungsrat die Anzahl der angebotenen Aktien mit, die sie erwerben möchten. Interessierte Parteien, die es versäumen, ihre Kaufabsicht innerhalb des besagten Zeitraums mitzuteilen, werden nicht länger als interessierte Parteien erachtet. Wurde die vorerwähnte Mitteilung einmal zugestellt, kann eine interessierte Partei nur nach Zustimmung der anderen interessierten Parteien ihre Mitteilung wieder zurückziehen.

13.5 Wenn die interessierten Parteien insgesamt mehr als die angebotenen Aktien erwerben möchten, sind die angebotenen Aktien unter ihnen zu teilen. Die interessierten Parteien bestimmen die Teilung in gegenseitigem Einvernehmen. Wenn sie innerhalb von zwei Wochen nach Mitteilung an den Geschäftsführungsrat gemäß Artikel 13.4 keine Vereinbarung über die Teilung erreichen können, sind die angebotenen Aktien durch den Geschäftsführungsrat unter ihnen aufzuteilen, und zwar nach Möglichkeit im Verhältnis zur Aktienbeteiligung der einzelnen interessierten Parteien zum Zeitpunkt der Teilung. Die Anzahl der angebotenen Aktien, die einer interessierten Partei zugeteilt werden, kann jedoch in keinem Fall die Anzahl der Aktien übersteigen, die sie erwerben möchte.

13.6 Der Anbieter kann sein Angebot bis zu einem Monat nach dem Tag, an dem er informiert wurde, an welche interessierte Partei bzw. interessierten Parteien er sämtliche angebotenen Aktien zu welchem Preis verkaufen kann, zurückziehen.

13.7 Sämtliche in diesem Artikel 13 erwähnten Mitteilungen und Bekanntgaben erfolgen per Einschreiben oder mit Eingangsbestätigung. Jedes Mal, wenn der Geschäftsführungsrat eine derartige Mitteilung oder Bekanntgabe erhält, übermittelt er unverzüglich eine Kopie derselben an den Anbieter und an sämtliche interessierten Parteien (mit Ausnahme des Absenders), sofern an anderer Stelle nichts Gegenteiliges angegeben wird.

13.8 Sämtliche Kosten der Bestellung eines Sachverständigen bzw. mehrerer Sachverständige und deren Festlegung des Preises gehen zu Lasten

- a. des Anbieters, wenn er sein Angebot zurückzieht;
- b. des Anbieters und der Käufe zu gleichen Teilen, wenn die Aktien durch einen oder mehrere interessierte Parteien erworben wurden, vorausgesetzt, dass diese Kosten von den Käufern im Verhältnis zur Anzahl der erworbenen Aktien getragen werden;
- c. der Gesellschaft, wenn das Angebot nicht vollständig oder nur teilweise angenommen wurde.

13.9 Überdies unterliegt die Übertragung der Aktien den gesetzlichen Übertragungsbeschränkungen.

13.10 Die vorhergehenden Bestimmungen des vorliegenden Artikels 13 gelten in Analogie zu jedem Recht zur Zeichnung von Aktien und jedem Recht, das aus einer Aktie erwächst, ausgenommen jedweder Rechte auf eine in bar zahlbare Ausschüttung.

Kapitel VII. Verpfändung von Aktien und Nießbrauch von Aktien, Hinterlegungsscheine für Aktien

Art. 14. Verpfändung von Aktien und Nießbrauch von Aktien.

14.1 Die Bestimmungen des Artikels 12 gelten in Analogie zur Verpfändung von Aktien und zur Entstehung oder Übertragung eines Nießbrauchs von Aktien. Die Verpfändung von Aktien und die Entstehung oder Übertragung eines Nießbrauchs von Aktien unterliegt überdies den entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen.

14.3 Bei der Entstehung eines Pfandrechts an einer Aktie und bei der Entstehung oder Übertragung eines Nießbrauchs einer Aktie können die dieser Aktie zurechenbaren Stimmrechte an den Pfandnehmer oder dem Nießbraucher unter Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen übertragen werden.

Art. 15. Hinterlegungscheine für Aktien. Die Gesellschaft ist an der Ausgabe von Hinterlegungsscheinen für Aktien nicht beteiligt.

Kapitel VIII. Der Geschäftsführungsrat (management board)

Art. 16. Die Geschäftsführer.

16.1 Der Geschäftsführungsrat besteht aus Geschäftsführern der Kategorie A und der Kategorie B. Sowohl natürliche als auch juristische Personen können Geschäftsführer sein.

16.2 Der Geschäftsführungsrat wird durch die Hauptversammlung der Aktionäre auf unbestimmte Dauer gewählt.

16.3 Die Mitgliedschaft der einzelnen Geschäftsführer kann durch die Hauptversammlung der Aktionäre jederzeit vorübergehend suspendiert oder gekündigt werden.

16.4 Eine Suspension kann ein- oder mehrmalig verlängert werden, sie darf jedoch insgesamt nicht länger als drei Monate betragen. Sollte am Ende dieses Zeitraums keine Entscheidung über eine Beendigung der Suspension oder eine Kündigung getroffen worden sein, so endet die Suspension.

16.6 Die Befugnis zur Festlegung der Vergütungshöhe und sonstiger Beschäftigungsbedingungen für Geschäftsführer wird in der Hauptversammlung der Aktionäre verliehen.

Art. 17. Pflichten, Entscheidungsprozess und Zuweisung von Pflichten.

17.1 Der Geschäftsführungsrat wird mit der Leitung der Gesellschaft betraut.

17.2 Bei Beschlüssen des Geschäftsführungsrats kann jeder Geschäftsführer eine Stimme abgeben.

17.3 Sämtliche Beschlüsse des Geschäftsführungsrats sind von der Stimmenmehrheit bei einer Versammlung, in der die Mehrheit der Mitglieder anwesend ist oder repräsentiert wird, anzunehmen.

17.4 Beschlüsse des Geschäftsführungsrats können jederzeit außerhalb einer Versammlung, schriftlich oder anderweitig, erfasst werden, vorausgesetzt, dass der betreffende Vorschlag sämtlichen Geschäftsführer im Amt unterbreitet worden ist und keines von ihnen Einwände gegen diese Art der Beschlussfassung vorbringt. Die schriftliche Beschlussfassung erfolgt mittels schriftlicher Äußerung seitens sämtlicher Geschäftsführer, die zum entsprechenden Zeitpunkt im Amt sind.

17.5 Beschlüsse des Geschäftsführungsrats sind in einem Protokollbuch aufzuzeichnen, das vom Geschäftsführungsrat geführt wird.

17.7 Der Geschäftsführungsrat kann weitere Regeln hinsichtlich seines Entscheidungsprozesses und seiner Arbeitsmethoden festlegen. In diesem Zusammenhang kann der Geschäftsführungsrat ebenfalls die Pflichten der einzelnen Geschäftsführer bestimmen. Die Hauptversammlung der Aktionäre kann entscheiden, dass derartige Regeln und Zuweisungen der Pflichten schriftlich zu formulieren sind und ihrer Zustimmung unterliegen.

Art. 18. Vertretung, Interessenskonflikte.

18.1 Die Gesellschaft wird vertreten durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B der Gesellschaft Dritten gegenüber in allen Angelegenheiten.

18.2 Der Geschäftsführungsrat kann Direktoren mit begrenzten und spezifischen Befugnissen zur Vertretung der Gesellschaft ernennen. Jeder Direktor ist im Rahmen der ihm auferlegten Beschränkungen ermächtigt, die Gesellschaft zu vertreten. Der Geschäftsführungsrat legt die Bezeichnung der einzelnen Direktoren fest. Diese Direktoren können unter Angabe des Umfangs ihrer Vollmacht zur Vertretung der Gesellschaft, sofern gesetzlich erforderlich, im Handelsregister eingetragen werden. Die Befugnis eines auf diese Weise ernannten Direktors darf sich nicht auf Geschäftsvorgänge erstrecken, die zu einem Konflikt zwischen der Gesellschaft und dem betreffenden Direktor oder einem Geschäftsführer bzw. mehreren Geschäftsführern führen.

18.3 Im Falle eines Interessenskonflikts zwischen der Gesellschaft und einem Mitglied bzw. mehreren Mitgliedern des Geschäftsführungsrats gelten die Bestimmungen des Artikels 18.1 weiterhin unbeeinträchtigt, sofern die Hauptversammlung der Aktionäre nicht einen oder mehrere Personen zur Vertretung der Gesellschaft für diesen Fall oder für den Konfliktfall im Allgemeinen gemäß den gesetzlichen Bestimmungen ernannt hat. Ein Beschluss des Geschäftsführungsrats in Bezug auf eine Angelegenheit, die zu einem Interessenskonflikt mit einem Mitglied bzw. mit mehreren Mitgliedern des Geschäftsführungsrats auf privater Ebene führen könnte, unterliegt der Genehmigung durch die Hauptversammlung der Aktionäre; die Ermangelung einer derartigen Genehmigung beeinflusst jedoch nicht die Befugnis des Geschäftsführungsrats oder seiner Mitglieder zur Vertretung der Gesellschaft.

18.4 Ungeachtet dessen, ob ein Interessenskonflikt besteht oder nicht, sind sämtliche Rechtsgeschäfte der Gesellschaft mit einem Inhaber der gesamten Aktien oder einem Beteiligten an einem Gemeinderecht, seitens verheirateter oder registrierter nicht verheirateter Partner, deren gesamte Aktien einen Teil bilden, wodurch die Gesellschaft durch diesen Aktionär oder einen der Beteiligten vertreten wird, schriftlich zu formulieren. Im Sinne des vorhergehenden Satzes sind Aktien, die durch die Gesellschaft oder ihre Tochtergesellschaften gehalten werden, nicht zu berücksichtigen.

18.5 Die Bestimmungen des Artikels 18.4 gelten nicht für Rechtshandlungen, die, gemäß den vereinbarten Bedingungen, Teil des normalen Geschäftsverlaufs der Gesellschaft sind.

Art. 19. Genehmigung der Beschlüsse des Geschäftsführungsrats.

19.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann verlangen, dass Beschlüsse des Geschäftsführungsrats ihrer Genehmigung unterliegen. Der Geschäftsführungsrat ist über derartige Beschlüsse, die eindeutig zu spezifizieren sind, schriftlich zu informieren.

19.3 Die Ermangelung einer Genehmigung eines Beschlusses durch die Hauptversammlung der Aktionäre gemäß vorliegendem Artikel 19 beeinflusst jedoch in keinem Fall die Befugnis des Geschäftsführungsrats oder seiner Mitglieder zur Vertretung der Gesellschaft.

Art. 20. Freie Stellen oder Handlungsunfähigkeit. Ist ein Posten im Geschäftsführungsrat nicht besetzt («ontstentenis») oder ein Geschäftsführer nicht in der Lage, seinen Pflichten nachzukommen («belet»), sind die restlichen Geschäftsführer vorübergehend mit der Leitung der Gesellschaft zu betrauen. Sind sämtliche Posten im Geschäftsführungsrat frei oder sämtliche Geschäftsführer bzw. der alleinige Geschäftsführer nicht in der Lage, seinen bzw. ihren Pflichten nachzukommen, ist die Leitung der Gesellschaft vorübergehend einer oder mehreren Personen, die zu diesem Zweck durch die Hauptversammlung der Aktionäre bestimmt werden/wird, zu übertragen.

Kapitel IX. Geschäftsjahr und Jahresabschluss, Gewinne und Ausschüttungen

Art. 21. Geschäftsjahr und Jahresabschluss.

21.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft entspricht dem Kalenderjahr.

21.2 Innerhalb des gesetzlich vorgeschriebenen Zeitraums erstellt der Geschäftsführungsrat den Jahresabschluss und legt diesen zur Einsichtnahme durch die Aktionäre in der Hauptniederlassung der Gesellschaft aus.

21.3 Der Jahresabschluss setzt sich aus der Bilanz, der Gewinn- und Verlustrechnung sowie Anmerkungen zusammen.

21.4 Der Jahresabschluss ist durch die Geschäftsführer zu unterzeichnen. Fehlt die Unterschrift eines oder mehrerer Mitglieder, ist dies anzumerken und die Gründe hierfür anzugeben.

21.5 Die Gesellschaft kann oder ist gesetzlich angehalten, einen Wirtschaftsprüfer zur Prüfung des Jahresabschlusses zu bestellen. Diese Bestellung erfolgt durch die Hauptversammlung der Aktionäre.

21.6 Die Gesellschaft stellt sicher, dass der Jahresabschluss und, sofern erforderlich, der Jahresbericht und die kraft Gesetzes beizufügenden Informationen ab dem Tag, an dem die entsprechende Mitteilung zur Jahreshauptversammlung herausgegeben wird, in ihrer Niederlassung aufbewahrt werden. Die Aktionäre können die Dokumente vor Ort einsehen und eine kostenlose Kopie erhalten.

21.8 Der Jahresabschluss, der Jahresbericht, die kraft Gesetzes beizufügenden Informationen sowie die Abschlussprüfung durch einen Wirtschaftsprüfer und die Niederlegung der Dokumente beim Handelsregister unterliegen überdies den gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 22. Genehmigung des Jahresabschlusses und Entlastung.

22.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre genehmigt den Jahresabschluss.

22.3 Nach Genehmigung des Jahresabschlusses fasst die Hauptversammlung der Aktionäre einen Beschluss hinsichtlich der Entlastung der Geschäftsführer von ihrer Verantwortung zur Ausübung ihrer Pflichten, sofern die Ausübung dieser Pflichten im Jahresabschluss reflektiert wird oder der Hauptversammlung der Aktionäre vor Genehmigung des Jahresabschlusses anderweitig offen gelegt wird. Der Umfang der Entlastung unterliegt gesetzlichen Beschränkungen.

Art. 23. Gewinne und Ausschüttungen.

23.1 Aus dem Nettogewinn eines Geschäftsjahres ist ein Betrag in Höhe von fünf Prozent (5%) des Nettogewinns den gesetzlichen Rücklagen der Gesellschaft zuzuführen, bis die Rücklagen zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft betragen.

23.2 Der nach Anwendung des Artikels 23.1 verbleibende Gewinn wird von der Hauptversammlung der Aktionäre ermittelt.

23.3 Die Ausschüttung des Gewinns erfolgt nach Genehmigung des Jahresabschlusses, wenn sie angesichts des Inhalts des Jahresabschlusses gesetzmäßig erlaubt ist.

23.4 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann sich dazu entschließen, Zwischenausschüttungen auf Aktien und/oder Ausschüttungen auf Aktien zu Lasten von Rücklagen der Gesellschaft gemäß den jeweils geltenden gesetzlichen Bestimmungen vorzunehmen.

23.5 Ausschüttungen auf Aktien sind unmittelbar nachdem der Beschluss zur Ausschüttung gefasst wurde zahlbar, sofern im Beschluss kein anderes Zahlungsdatum bestimmt wurde.

23.6 Ausschüttungen auf Aktien können nur bis zur Höhe eines Betrags erfolgen, der den Betrag des Ausschüttbaren Kapitals nicht übersteigt.

23.7 Der Anspruch eines Aktionärs auf die Auszahlung einer Ausschüttung auf Aktien ist nach fünf Jahren verjährt.

23.8 Bei der Berechnung des Betrags einer Ausschüttung auf Aktien, sind Aktien, die von der Gesellschaft gehalten werden, nicht zu berücksichtigen.

Kapitel X. Die Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 24. Jahreshauptversammlung.

24.1 Die Jahreshauptversammlung findet innerhalb von sechs Monaten nach Geschäftsjahresende statt.

24.2 Die Tagesordnung dieser Jahreshauptversammlung umfasst u. a. die folgenden Themen:

- a. Besprechung des Jahresberichts (sofern keine gesetzliche Ausnahmeregelung für die Gesellschaft gilt);
- b. Besprechung und Genehmigung des Jahresabschlusses;
- c. die Erteilung der Entlastung für Geschäftsführer;
- d. Gewinnverteilung; und
- e. sonstige Themen, die in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Artikels 26 bekannt gegeben wurden.

Die Tagesordnung muss nicht zwingend die unter Punkt a, b, c und d aufgeführten Themen enthalten, wenn sie einen Vorschlag zur Verlängerung des Zeitraums zur Erstellung des Jahresabschlusses und (zutreffendenfalls) und des Jahresberichts enthält oder wenn ein Beschluss in diesem Zusammenhang bereits gefasst worden ist.

Art. 25. Sonstige Hauptversammlungen.

25.1 Sonstige Hauptversammlungen sind in der Häufigkeit zu halten, wie sie der Geschäftsführungsrat für erforderlich erachtet.

25.3 Aktionäre, die insgesamt mindestens ein Zehntel des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft repräsentieren, können beim Geschäftsführungsrat unter Angabe der zu besprechenden Themen die Einberufung einer Hauptversammlung beantragen. Sollte der Geschäftsführungsrat keine ordnungsgemäße Mitteilung zur Hauptversammlung innerhalb von vier Wochen, nachdem der Antrag einer solchen Versammlung eingegangen ist, ausgeben, so dass die Versammlung innerhalb von sechs Wochen nach Eingang des Antrags stattfinden kann, sind die Antragsteller befugt, selbst eine Versammlung einzuberufen.

Art. 26. Mitteilung, Tagesordnung und Versammlungsort.

26.1 Die Mitteilungen zur Hauptversammlung sind, unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 25.2, vom Geschäftsführungsrat herauszugeben.

26.2 Eine Versammlungsmitteilung ist spätestens fünfzehn Tage vor dem Tag der Versammlung herauszugeben.

26.3 In einer Versammlungsmitteilung sind die zu besprechenden Themen zu spezifizieren. Themen, die in dieser Mitteilung nicht dargelegt werden, können unter Einhaltung der Bestimmung des Artikels 26.2 zu einem späteren Zeitpunkt bekannt gegeben werden.

26.4 Ein Besprechungsthema, dessen Besprechung spätestens dreißig Tage vor dem Versammlungstag durch einen oder mehrere Aktionäre, die allein oder gemeinsam mindestens ein Prozent des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft repräsentieren, schriftlich beantragt wurde, ist in der Mitteilung aufzuführen oder in der gleichen Weise wie andere Besprechungsthemen mitzuteilen, vorausgesetzt, dass wichtige Interessen (zwaarwichtig belang) der Gesellschaft nichts Gegenteiliges vorschreiben.

26.5 Die Versammlungsmitteilung ist an die Anschriften der Aktionäre, die im Aktionärsregister angegeben sind, zuzustellen.

26.7 Die Hauptversammlungen sind in der Gemeinde zu halten, in der die Gesellschaft gemäß der vorliegenden Satzung ihre Hauptniederlassung hat. Hauptversammlungen können ebenfalls in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, oder anderweitig gehalten werden; in diesem Fall können gültige Beschlüsse der Hauptversammlung der Aktionäre jedoch nur angenommen werden, wenn das gesamte ausgegebene Kapital der Gesellschaft repräsentiert wird.

Art. 27. Zulassung zur Teilnahme an und Rechte bei Versammlungen.

27.1 Jeder Aktionär ist berechtigt, an Versammlungen teilzunehmen, bei Versammlungen zu sprechen sowie seine Stimmrechte auszuüben. Aktionäre können bei einer Versammlung von einem Bevollmächtigten vertreten werden, der schriftlich hierzu ermächtigt wird.

27.2 Bei einer Versammlung trägt sich jede anwesende stimmberechtigte Person in die Teilnahmeliste ein. Der Vorsitzende der Versammlung kann entscheiden, ob sich auch andere Personen, die bei der Versammlung anwesend sind, in die Teilnahmeliste einzutragen haben.

27.3 Die Geschäftsführer haben in ihrer Funktion als solche das Recht, bei den Hauptversammlungen Rat zu erteilen.

27.5 Der Vorsitzende der Versammlung entscheidet über die Zulassung anderer Personen zur Teilnahme an der Versammlung.

Art. 28. Vorsitzender und Schriftführer.

28.1 Der Vorsitzende der Hauptversammlung wird durch Stimmenmehrheit seitens der bei der Versammlung anwesenden stimmberechtigten Personen gewählt. Bis diese Wahl getroffen ist, fungiert ein Geschäftsführer als Vorsitzender oder, wenn kein Geschäftsführer bei der Versammlung anwesend ist, die älteste Person, die bei der Versammlung anwesend ist.

28.3 Der Vorsitzende der Versammlung bestimmt den Schriftführer für die Versammlung.

Art. 29. Protokoll, Aufzeichnung der Aktionärsbeschlüsse.

29.1 Der Schriftführer der Hauptversammlung führt Protokoll über den Verlauf der Versammlung. Das Protokoll ist vom Vorsitzenden und vom Schriftführer der Versammlung zu genehmigen und als Nachweis hierfür von ihnen zu unterzeichnen.

29.2 Der Vorsitzende der Versammlung oder die Personen, die die Versammlung einberufen haben, können bestimmen, dass ein notarieller Bericht über den Verlauf der Versammlung zu erstellen ist. Der notarielle Bericht ist durch den Vorsitzenden der Versammlung mit zu unterzeichnen.

29.4 Der Geschäftsführungsrat führt Aufzeichnungen über sämtliche Beschlüsse, die durch die Hauptversammlung der Aktionäre gefasst wurden. Wenn der Geschäftsführungsrat bei einer Versammlung nicht vertreten wird, stellt der Vorsitzende der Versammlung sicher, dass der Geschäftsführungsrat unverzüglich nach der Versammlung eine Kopie der angenommenen Beschlüsse erhält. Die Aufzeichnungen liegen in der Hauptniederlassung der Gesellschaft zur Einsichtnahme durch die Aktionäre aus. Auf Anfrage erhält jeder Aktionär eine Kopie oder einen Auszug der Aufzeichnungen gegen Entrichtung eines Betrags, der nicht höher als die tatsächlichen Kosten sein darf.

Art. 30. Beschlussfassung bei einer Versammlung.

30.1 Jede Aktie verleiht das Recht zur Abgabe einer Stimme.

30.2 Sofern nach dem Gesetz oder in der vorliegenden Satzung nicht anderweitig festgelegt, sind sämtliche Beschlüsse der Hauptversammlung der Aktionäre mit Stimmenmehrheit der abgegebenen Stimmen zu fassen, wobei die Stimmenmehrheit mindestens die Hälfte des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft repräsentiert. Wird weniger als die Hälfte des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft repräsentiert, ist per Einschreiben eine neue Versammlung einzuberufen, in der der Beschluss durch einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen zu fassen ist, ungeachtet des bei dieser Versammlung vertretenen Teils des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft.

30.3 Bei Stimmgleichheit gilt der Vorschlag als abgelehnt.

30.4 Werden die Formalitäten der Einberufung und des Abhaltens der Hauptversammlung gemäß dem Gesetz oder der vorliegenden Satzung nicht eingehalten, können gültige Beschlüsse der Hauptversammlung der Aktionäre in einer Versammlung nur dann gefasst werden, wenn bei dieser Versammlung das gesamte Kapital der Gesellschaft repräsentiert und der Beschluss einstimmig gefasst wird.

30.5 In der Hauptversammlung dürfen weder Stimmrechte für Aktien, die von der Gesellschaft oder einer Tochtergesellschaft gehalten werden, noch Stimmrechte für Aktien, für diejenigen die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft die Hinterlegungsscheine hält, ausgeübt werden.

30.7 Bei der Festlegung der Anzahl der abgegebenen Stimme, der Anzahl der anwesenden bzw. vertretenen Aktionäre oder des repräsentierten Teils des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft, werden Aktien, die gemäß dem Gesetz oder der vorliegenden Satzung nicht stimmberechtigt sind, nicht berücksichtigt.

Art. 31. Stimmabgabe.

31.1 Die Stimmabgabe erfolgt stets mündlich. Der Vorsitzende ist jedoch ermächtigt, eine geheime Stimmabgabe anzuordnen. Wenn sich die Stimmabgabe auf Personen bezieht, können die Anwesenden bei der Versammlung eine geheime Stimmabgabe verlangen. Im Sinne dieses Paragraphen bedeutet «schriftlich»: mittels geheimer, nicht unterzeichneter Stimmzettel.

31.2 Enthaltungen und ungültige Stimmen gelten nicht als Stimmabgabe.

31.3 Beschlüsse können durch Zuruf gefasst werden, wenn keine der bei der Versammlung anwesenden Personen Einwände erhebt.

31.5 Die Entscheidung des Vorsitzenden bei der Versammlung über das Ergebnis einer Abstimmung ist endgültig und entscheidend. Das Gleiche gilt für den Inhalt eines gefassten Beschlusses, wenn eine Abstimmung über einen nicht schriftlichen Vorschlag stattgefunden hat. Sollte jedoch die Richtigkeit einer solchen Entscheidung unverzüglich nach deren Verkündung angezweifelt werden, ist eine weitere Abstimmung vorzunehmen, wenn entweder die Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden Personen mit Stimmrecht oder, sofern die ursprüngliche Abstimmung nicht per Namensaufruf oder schriftlich stattgefunden hat, jedwede bei der Versammlung anwesende Person mit Stimmrecht danach verlangt. Die rechtlichen Folgen der ursprünglichen Abstimmung sind nach der neuen Abstimmung nichtig.

Art. 32. Beschlussfassung ohne Versammlung.

32.1 Beschlüsse der Hauptversammlung können auch schriftlich gefasst werden, vorausgesetzt, dass sie von den stimmberechtigten Aktionären einstimmig angenommen werden. Die Bestimmung des Artikels 27.3 gilt in Analogie.

32.3 Jeder Aktionär muss gewährleisten, dass der Geschäftsführungsrat über die auf diese Weise gefassten Beschlüsse so schnell wie möglich schriftlich informiert wird. Der Geschäftsführungsrat führt Aufzeichnungen über die gefassten Beschlüsse und bewahrt diese Aufzeichnungen gemäß Artikel 29.3 auf.

Kapitel XI. Änderung der Satzung, Änderung der Gesellschaftsform, Auflösung und Liquidation**Art. 33. Änderung der Satzung; Änderung der Gesellschaftsform.**

33.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann sich dazu entschließen, die vorliegende Satzung durch Beschluss seitens der zahlenmäßigen Mehrheit der Aktionäre, die mindestens drei Viertel des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft

halten, zu ändern. Der Beschluss zur Änderung der Satzung ist zu diesem Zweck vor einem im Großherzogtum Luxemburg registrierten Notar zu beurkunden. Ist bei einer Hauptversammlung die Änderung der vorliegenden Satzung vorzuschlagen, ist dies in der Versammlungsmitteilung zu erwähnen sowie eine Kopie des Vorschlags, einschließlich des eigentlichen Textinhalts, bis zur Beendigung der Versammlung in der Hauptniederlassung der Gesellschaft aufzubewahren und zur Einsichtnahme durch die Aktionäre auszulegen. Ab dem Tag der Auslegung bis zum Tag der Versammlung ist jeder Aktionär berechtigt, auf Anfrage eine kostenlose Kopie des Vorschlags zu erhalten. Eine Änderung der vorliegenden Satzung ist überdies in einer Urkunde festzuhalten, die zu diesem Zweck vor einem in den Niederlanden registrierten Notar zu erstellen ist.

33.3 Die Gesellschaft kann ihre Gesellschaftsform in eine andere umwandeln. Eine Umwandlung der Gesellschaftsform erfordert einen Beschluss zur Umwandlung der Gesellschaftsform und einen Beschluss zur Änderung der vorliegenden Satzung, die beide von der Hauptversammlung der Aktionäre zu fassen sind und zwar mit einer zahlenmäßigen Mehrheit der Aktionäre, die mindestens drei Viertel des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft halten. Eine Änderung der Gesellschaftsform unterliegt ferner den entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen. Eine Änderung der Gesellschaftsform beendet nicht das Bestehen der juristischen Einheit.

Art. 34. Auflösung und Liquidation.

34.1 Die Gesellschaft kann infolge eines entsprechenden Beschlusses durch die Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden. Der Beschluss zur Auflösung der Gesellschaft ist zu diesem Zweck vor einem im Großherzogtum Luxemburg registrierten Notar zu beurkunden. Der Vorschlag zur Auflösung der Gesellschaft ist in der entsprechenden Versammlungsmitteilung zu erwähnen.

34.2 Wird die Gesellschaft infolge eines Beschlusses der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst, fungieren die Geschäftsführer als Masseverwalter des Gesellschaftsvermögens. Die Hauptversammlung der Aktionäre kann sich dazu entschließen, andere Personen zu Masseverwaltern zu ernennen.

34.3 Während der Auflösung bleibt die vorliegende Satzung, soweit möglich, in Kraft.

34.6 Das Guthaben, das nach Begleichung der Schulden der aufgelösten Gesellschaft verbleibt, wird den Aktionären im Verhältnis zum gesamten Nominalwert der Aktien, die von jedem einzelnen Aktionär gehalten werden, überwiesen.

34.7 Darüber hinaus unterliegt die Liquidation den entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen.

Vierter Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt, (i) den ab dem heutigen Tag wirksamen Rücktritt von Herrn J.B. Meulman als Geschäftsführer der Gesellschaft anzunehmen und ihm volle Entlastung für die Ausführung seiner Aufgaben als Geschäftsführer der Gesellschaft zu erteilen und (ii) mit Wirkung ab dem genannten Datum die folgenden Personen für eine Dauer von 5 Jahren als Geschäftsführer der Gesellschaft zu ernennen:

1. Geschäftsführer der Kategorie A:

- (a) Herrn Albert Seen, wohnhaft in 17 Leedebach, L-7618 Larochette, Luxemburg;
- (b) SUXESKEY S.A., eine luxemburgische Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Sitz in 10-12, rue de Medernach, L-7619 Larochette, Luxemburg.

2. Geschäftsführer der Kategorie B:

- (a) Herrn Willem Adriaan Blijdorp, ein holländischer Bürger, geboren in de Noordoostelijke Polder, Niederlande, am 19. Oktober 1952, wohnhaft in Residence Azur 16, rue Cantonale, 1898- St. Gingolph, Schweiz

Kostenschätzung

Die Gesellschaft unterliegt der Gesellschaftssteuer in den Niederlanden, einem EU-Mitgliedsstaat. Daher fällt bei der Verlegung des Ortes der tatsächlichen Verwaltung der Gesellschaft von den Niederlanden nach Luxemburg keine luxemburgische Gesellschaftssteuer an. Verwiesen wird hierzu auf Artikel 3 (2) des Gesetzes vom 29. Dezember 1971.

Die Höhe der Kosten in Bezug auf die vorliegende Urkunde wird ungefähr auf [•] Euro geschätzt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Antrag der erschienenen Partei in englischer Sprache verfasst wird, die von einer deutschen Fassung gefolgt wird; auf Antrag der selben erschienenen Partei wird festgelegt, dass im Falle von Unstimmigkeiten zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung vorherrscht.

Zu Urkund dessen wurde gemäß oben genanntem Datum das vorliegende notarielle Dokument in Luxemburg erstellt.

Nachdem der Inhalt des Dokuments dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen wurde unterzeichnete dieser zusammen mit mir, dem Notar, die vorliegende Original-Urkunde.

Gezeichnet: W. A. Blijdorp, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 2007. Relation: LAC/2007/42614. — Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): R. Jungers.

Für gleichlautende Kopie zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxembourg, den 15. Januar 2008.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2008024576/242/995.

(080024388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2008.

New World Investments Holdings S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 74.983.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire, des actionnaires de la société anonyme NEW WORLD INVESTMENTS HOLDINGS S.A. (en liquidation) tenue en date du 6 août 2009 à Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, que:

- Les livres et documents de la société seront déposés et conservés pour une période de cinq ans à l'adresse suivante: c/o Citadel Administration S.A. 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.
- Les créances non réclamées des créiteurs ou des actionnaires de la société seront déposées et conservées auprès de Citadel Administration S.A. 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.
- L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société a cessé d'exister.

Pour extrait conforme

S.W. BAKER

Liquidateur

Référence de publication: 2009106422/20.

(090127957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2009.

Lepta Soparfi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 132.267.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and nine, on the fourth of August.

Before Us Me Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

APPEARED:

Mr Frederic TONHOFFER, docteur en sciences physiques et mathématiques, born in Esch/Alzette, on the 3rd of November 1944, residing in L-8064 Bertrange, 40, Cité Millewée.

Such appearing person declares and requests the notary to act:

1) That "LEPTA SOPARFI S.à r.l.", a Luxembourg private limited liability company, established and having its registered office in L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll, inscribed in the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 132267, (the "Company"), has been incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on the 20th of September 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2503 of the 5th of November 2007.

2) That the Company's capital is set at twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares of a par value of one Euro (1.- EUR) each.

3) That the aforementioned appearing person is the sole owner of all the shares of the Company.

4) That the appearing person, acting as sole shareholder (the "Sole Shareholder") at an extraordinary shareholders' meeting amending the articles of the Company declares the dissolution of the Company with immediate effect and the commencement of the liquidation process.

5) That the Sole Shareholder appoints himself as liquidator of the Company and, in his capacity as liquidator, has full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any declaration and to do anything necessary or useful so to bring into effect the purposes of the present deed.

6) That the Sole Shareholder decides to immediately convene the second and third general meeting of shareholders in accordance with article 151 of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies and to immediately hold these meetings one after the other.

7) That in his capacity as liquidator of the Company the Sole Shareholder declares having thorough knowledge of the articles of association and of the financial situation of the Company.

8) That with the approval of debtors, all debts have been taken over by the Sole Shareholder.

9) That the Sole Shareholder presents its liquidation report and declares that it takes over all the assets of the Company and that he will assume any existing debt of the Company.

The liquidation report, after having been signed "ne varietur" by the Sole Shareholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

10) That the Sole Shareholder appoints Mr Stefan LORETZ, private employee, residing professionally in L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll, as auditor to the liquidation and asks him to establish a report on the liquidation.

Having reviewed the report of the auditor to the liquidation dated August 4th, 2009, the Sole Shareholder accepts its findings, approves the liquidation accounts and grants a total and entire discharge, without reserve or restriction, to the said auditor to the liquidation, in relation to the verifications carried out as of the date hereof.

The report of the auditor to the liquidation will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

11) That the Sole Shareholder, in the third general meeting of shareholders, declares that the liquidation of the Company is closed and that any registers of the Company recording the issuance of shares or any other securities shall be cancelled.

He confirms that the Company has definitely ceased to exist.

12) That full and entire discharge is granted to the manager of the Company for the performance of his mandate.

13) That the books and documents of the Company will be kept for a period of five years at least in Luxembourg at the former registered office of the Company in L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately seven hundred and fifty Euros.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English and French, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the French version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Junglinster, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing person, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said mandatory has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le quatre août.

Par devant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné,

A COMPARU:

Monsieur Frédéric TONHOFER, docteur en sciences physiques et mathématiques, né à Esch-sur-Alzette, le 3 novembre 1944, demeurant à L-8064 Bertrange, 40, Cité Millewée.

Lequel comparant déclare et requiert le notaire instrumentaire d'acter:

1) Que "LEPTA SOPARFI S.à r.l.", une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, établie et ayant son siège social à L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 132267, (la "Société"), a été constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 20 septembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2503 du 5 novembre 2007.

2) Que le capital de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

3) Que le comparant pré-mentionné est le seul propriétaire de toutes les parts sociales de la Société.

4) Que le comparant, agissant comme associé unique ("Associé Unique"), siégeant en assemblée générale extraordinaire des associés modificative des statuts de la Société, prononce la dissolution de la Société avec effet immédiat et le commencement du processus de liquidation.

5) Que l'Associé Unique se désigne comme liquidateur de la Société et aura, en sa qualité de liquidateur, pleins pouvoirs d'établir, signer, exécuter et délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.

6) Que l'Associé Unique décide de fixer immédiatement la deuxième et troisième assemblée conformément à l'article 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et les tenir immédiatement l'une après l'autre.

7) Qu'en sa qualité de liquidateur de la Société, l'Associé Unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

8) Que de l'accord des créanciers, toutes les dettes ont été reprises par l'Associé Unique.

9) Que l'Associé Unique présente son rapport de liquidation et déclare qu'il reprend tout l'actif de la Société et qu'il s'engagera à régler tout le passif de la Société.

Le rapport sur la liquidation, après avoir été signée "ne varietur" par l'Associé Unique et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

10) Que l'Associé Unique nomme Monsieur Stefan LORETZ, employé privé, demeurant professionnellement à L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll, comme commissaire à la liquidation et lui confie la mission de faire le rapport sur la gestion.

Après avoir pris connaissance du rapport du commissaire à la liquidation daté du 4 août 2009, l'Associé Unique en adopte les conclusions, approuve les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction, audit commissaire à la liquidation, pour ses travaux de vérification effectués ce jour.

Le rapport du commissaire à la liquidation restera annexé au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

11) Que l'Associé Unique, constituée en troisième assemblée, déclare que la liquidation de la Société est clôturée et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission de parts sociales ou de tous autres titres seront annulés.

Il confirme que la Société a définitivement cessé d'exister.

12) Que décharge pleine et entière est donnée au gérant de la Société pour l'exécution de son mandat.

13) Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins à Luxembourg à l'ancien siège social de la Société à L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élève approximativement à la somme de sept cent cinquante euros.

Constatation

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête du comparant, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version française fera foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Junglinster, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par ses nom, prénom, état civil et domicile, ledit comparant a signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: TONHOFER - J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 14 août 2009. Relation GRE / 2009/2893. Reçu soixante quinze euros 75 EUR

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Junglinster, le 19 août 2009.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2009109641/119.

(090132050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Delphi International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4940 Bascharage, avenue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 147.704.

— STATUTES

In the year two thousand and nine, on the seventeenth day of the month of August.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Delphi Automotive Systems (Holding), Inc., a corporation duly organized and existing under the law of the State of Delaware, U.S.A., with its registered office at The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, Delaware, U.S.A., tax registration number 38-3422378 and registration number 2911017 ("DASHI")

represented by Me Mariya Gadzhalova, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney dated 14 August 2009.

The appearing party has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company ("société à responsabilité limitée") which is hereby established as follows:

Art. 1. A limited liability company (société à responsabilité limitée) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become members, that will be governed by these articles and by the relevant legislation. The name of the Company is "Delphi International S.a r.l."

Art. 2. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. The registered office of the Company is in Luxembourg. It may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by collective decision of the members.

Art. 5. The capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) divided into five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euro (€25) each.

Art. 6. Each share entitles its owner to a proportionate right in the Company's assets and profits.

Art. 7. Shares are freely transferable among members. Except if otherwise provided by law, the share transfer inter vivos to non-members is subject to the consent of at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 8. The Company is managed by one or several managers who need not be members.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of members, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote, it being understood that at least two managers must be present in person or by conference call.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of members may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). In the event however the general meeting of members has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution.

The minutes of a meeting of the board of management shall be signed by all managers present or represented at the meeting. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of any of the managers, provided however that in the event the general meeting of members has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will only be validly bound by the joint signature including at least one class B manager (including by way of representation). In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by any one of the managers [or by the board of managers or, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager acting together (including by way of representation)].

Art. 9. The managers are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 10. Each member may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at the meeting through a special proxy.

Art. 11. Decisions by members are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg law on commercial companies in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of members of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of members of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to members to their address appearing in the register of members held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the members at their addresses inscribed in the register of members held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by members representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the members shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of incorporation are taken by (x) a majority of the members (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by members representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

Art. 12. The fiscal year begins on 1st January and ends on 31st December of the same year.

Art. 13. Every year as of 31st December, the annual accounts are drawn up by the manager or board of managers.

Art. 14. The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the Company.

Art. 15. Out of the net profit five (5) per cent shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten (10) per cent of the capital of the Company.

The members may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last fiscal year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

The balance may be distributed to the members upon decision of a meeting.

The share premium account may be distributed to the members upon decision of a members meeting. The members may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 16. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who need not be members and who are appointed by the members who will specify their powers and remunerations.

Art. 17. If, and as long as one member holds all the shares, the Company shall exist as a single associate Company, pursuant to article 179 (2) of the law on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 18. For anything not dealt with in the present articles of incorporation, the members refer to the relevant legislation.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for by Article 183 of the law of August 10th 1915, on commercial companies, as amended, have been observed.

Subscription and Payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by DASHI (prenamed), the appearing party here represented as stated here above by Me Mariya Gadzhalova, maître en droit, declared to subscribe all five hundred (500) shares of the Company and to pay them up in full through a contribution in cash of an amount of twelve thousand five hundred Euro (€ 12,500).

Evidence of the payment of the subscription price has been given to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately € 1,000.-.

Extraordinary general meeting

The single shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at Avenue de Luxembourg, L-4940 Bascharage.
2. Mr Marc Cristopher Mc GUIRE, general counsel & regional compliance officer (Delphi Europe, Middle East & Africa), born on 1st March 1950 in California, United States of America, professionally residing at 64, Avenue de la Plaine de France, F-93290 Tremblay, France has been appointed as sole manager of the Company for an undetermined period.

Special disposition

The first accounting year shall begin on the date of incorporation and shall terminate on 31st December 2009.

In faith of which we, the undersigned notary, have set our hand and seal, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said person appearing signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into French. In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le dix-septième jour du mois d'août.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Delphi Automotive Systems (Holding), Inc., une société constituée et existant conformément aux lois de l'Etat de Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, Delaware, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée sous le numéro fiscal 38-3422378 et numéro d'immatriculation 2911017 ("DASHI")

représentée par Me Mariya Gadzhalova, maître en droit, demeurant à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 14 août 2009.

Laquelle comparante a demandé au notaire soussigné d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue par les présentes:

Art. 1^{er} . Il est formé par le comparant et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes. La Société prend la dénomination de "Delphi International S.à r.l."

Art. 2. L'objet de la Société est de détenir des participations sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou de toute autre entreprise, l'acquisition par achat, souscription, ou par tout autre moyen, de même que par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, ou autres valeurs mobilières de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations et de certificats de créance.

D'une manière générale elle peut prêter assistance par l'intermédiaire de prêts ou autrement, à toute société ou toute autre entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision collective des associés.

Art. 5. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500) divisé en cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 €) chacune.

Art. 6. Chaque part donne droit à une part proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 7. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pourcent du capital social.

Art. 8. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont élus et révoqués par une simple décision prise à la majorité par l'assemblée générale des associés, laquelle détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont élus pour une durée indéterminée. Les gérants pourront être réélus et leur nomination pourra être révoquée avec ou sans raison (ad nutum) à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion du conseil de gérance pourra être tenue uniquement par l'intermédiaire d'une conférence téléphonique. La participation ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation physique à une telle réunion ou à la tenue d'une réunion en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter, étant entendu qu'au moins deux gérants soient présents en personne ou par conférence téléphonique.

Une convocation écrite à toute réunion du conseil de gérance devra être donnée aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les raisons de l'urgence devront être mentionnées dans la convocation. La convocation pourra être omise en cas d'accord de chaque gérant donné par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas nécessaire pour la réunion d'un conseil qui se tiendra à l'heure et au lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés pourra décider de nommer des gérants de deux classes différentes, les gérants de classe A et les gérants de classe B. Une telle classification de gérants devra être dûment enregistrée avec le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants devront être identifiés en ce qui concerne la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises par un vote favorable pris à la majorité des gérants de la Société (y inclus par voie de représentation). Cependant, au cas où l'assemblée générale des associés aurait nommé différentes classes de gérants (à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B), toute résolution du conseil de gérance ne pourra être valablement prise que si elle est approuvée par la majorité des gérants, y inclus au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Le conseil de gérance pourra également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie de circulaires exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'intégralité formera les documents circulaires prouvant une fois dûment signés l'existence de la résolution.

Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés aux séances. Les résolutions des gérants, y inclus les résolutions circulaires, pourront être certifiées ou un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de tout gérant.

La Société sera engagée par la signature individuelle en cas d'un seul gérant, et en cas d'un conseil de gérance, par la signature individuelle de chacun des gérants, étant entendu cependant que si l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B (y inclus par voie de représentation). Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs de signature ont été délégués par un des gérants ou la gérance ou, en cas de classes de gérants, par un gérant de classe A et un gérant de classe B, agissant ensemble (y inclus par voie de représentation).

Art. 9. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Comme mandataires, ils sont responsables de l'exécution de leur mandat.

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions des associés sont prises selon les formes et aux majorités prescrites par la loi luxembourgeoise sur les sociétés par écrit (dans les cas prévus par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée régulièrement constituée des associés de la Société ou toute résolution écrite régulière (le cas échéant) représentera l'intégralité des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par une notice de convocation adressée par lettre recommandée aux associés à leur adresse telle qu'elle apparaît sur le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date de la tenue de cette assemblée. Si l'intégralité du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

En cas de résolutions écrites, le texte de telles résolutions sera adressé aux associés à leur adresse telle qu'elle figure sur le registre des associés tenu par la Société huit (8) jours au moins avant que la date proposée pour la résolution ne devienne effective. Les résolutions deviendront effectives après l'approbation de la majorité telle que prévue par la loi en

ce qui concerne les décisions collectives (ou conformément à la satisfaction des exigences de majorité, à la date fixée ci-après). Des résolutions écrites prises à l'unanimité pourront être prises à tout moment sans convocation préalable.

Sauf disposition contraire prévue par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles ont été approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si une telle majorité n'est pas atteinte lors de la première réunion ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des votes exprimés, peu importe la portion du capital représentée, (ii) Cependant, les décisions concernant la modification des statuts sont prises (x) à la majorité des associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (iii) les décisions qui changent la nationalité de la Société sont prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

Art. 12. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de la même année.

Art. 13. Chaque année, le gérant ou le conseil de gérance établit les comptes annuels au 31 décembre.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication des comptes annuels.

Art. 15. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq (5) pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix (10) pour cent du capital social.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le(s) gérant(s) duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal ou, pour le premier exercice social, la date de constitution, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale.

La réserve de prime d'émission peut être distribuée aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. Les associés peuvent décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 16. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 17. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Souscription et Paiement

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par DASHI (ci-dessus nommé), la partie comparante représentée par M^e Mariya Gadzhalova, maître en droit, déclare avoir souscrit et intégralement libéré les cinq cents (500) parts sociales de la Société par apport en espèces d'un montant de douze mille cinq cents euros (€12.500).

Preuve du paiement du prix de souscription a été donnée au notaire instrumentant.

Evaluation / Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la Société du chef de sa constitution à € 1.000.-.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé à Avenue de Luxembourg, L-4940 Bascharage.
2. Monsieur Marc Christopher Mc GUIRE, conseiller général & contrôleur de conformité (Delphi Europe, Middle East & Africa), né le 1^{er} mars 1950 en Californie, Etats-Unis d'Amérique, demeurant professionnellement au 64, Avenue de la Plaine de France, F-93290 Tremblay, France est nommé gérant unique de la Société pour une période indéterminée.

Disposition spéciale

Le premier exercice social commence à la date de la constitution et se termine le 31 décembre 2009.

En foi de quoi, Nous notaire, soussigné, avons apposé notre sceau en date qu'en tête.

Le document ayant été lu au comparant, qui a requis que le présent acte soit rédigé en langue anglaise, ledit comparant a signé le présent acte avec Nous, notaire, qui avons une connaissance personnelle de la langue anglaise.

Le présent acte, rédigé en anglais, est suivi d'une traduction française. En cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Signé: M. Gadzhalova, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18 AOÛT 2009. Relation: EAC/2009/10027. Reçu soixante-quinze euros 75,00.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 19 août 2009.

Blanche MOUTRIER.

Référence de publication: 2009109638/298.

(090131521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Flora S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 113.318.

DISSOLUTION

L'an deux mille neuf.

Le cinq août.

Par devant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

La société de droit de Hong Kong BEAUTY MASTER LIMITED, avec siège social à Unit B, 15th Floor, C.M.A. Building, No. 64 Connaught Road Central, Hong Kong (Chine), inscrite au Company Ordinance sous le numéro 1001384,

ici dûment représentée par Monsieur Alexandre TASKIRAN, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Muhlenbach,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La prédite procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentaire d'acter:

1) Que la société à responsabilité limitée FLORA S.à r.l., ayant son siège social à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Muhlenbach, R.C.S. Luxembourg numéro B113318, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 29 novembre 2005, publié au Mémorial C numéro 700 du 06 avril 2006, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 30 août 2007, publié au Mémorial C numéro 2421 du 25 octobre 2007 (la "Société").

2) Que le capital de la Société est fixé à trente et un mille euros (31.000,-EUR), représenté par mille deux cent quarante (1.240) parts sociales avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

3) Que la comparante est l'associée unique de la Société.

4) Que la comparante a décidé de dissoudre et de liquider la Société, qui a interrompu ses activités.

5) Que la comparante se désigne comme liquidateur de la Société et aura pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.

6) Que la comparante déclare de manière irrévocable reprendre tout le passif présent et futur de la Société dissoute.

7) Que la comparante déclare qu'elle reprend tout l'actif de la Société et qu'elle s'engagera à régler tout le passif de la Société indiqué au point 6).

8) Que la liquidation de la Société est à considérer comme définitivement close.

9) Que décharge pleine et entière est donnée au gérant pour l'exécution de son mandat.

10) Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des parts sociales de la société dissoute.

11) Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de sept cent cinquante euros.

Constatation

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en français suivi d'une version anglaise; à la requête de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version française fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ce dernier a signé avec Nous notaire le présent acte.

Suit la version en langue anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and nine.

On the fifth of August.

Before Us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster. (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

APPEARED:

The company under the laws of Hong-Kong BEAUTY MASTER LIMITED, with registered office in Unit B, 15th Floor, C.M.A. Building. No. 64 Connaught Road Central, Hong Kong (China), registered in the Company Ordinance under the number 1001384,

here duly represented by Mr Alexandre TASKIRAN, chartered accountant, residing professionally at L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach,

by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy signed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary will remain annexed to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

This appearing party, represented as said before, declares and requests the notary to act:

1) That the limited liability company FLORA S.à r.l., having its registered office in L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, R.C.S. Luxembourg number B113318, has been incorporated by deed of the undersigned notary on the 29th of November 2005, published in the Memorial C number 700 of the 6th of April 2006, and whose articles of incorporation have been modified by deed of the undersigned notary on the 30th of August 2007, published in the Memorial C number 2421 of the 25th of October 2007.

2) That the Company's capital is fixed at thirty-one thousand euro (31,000.- EUR), represented by one thousand two hundred and forty (1,240) shares with a par value of twenty-five euro (25.- EUR) each.

3) That the appearing party is the holder of all the shares of the Company.

4) That the appearing party has decided to dissolve and to liquidate the Company, which has discontinued all activities.

5) That the appearing party appoints itself as liquidator of the Company; and in its capacity as liquidator of the Company has full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any declaration and to do anything necessary or useful so to bring into effect the purposes of this deed.

6) That the appearing party in his capacity as liquidator of the Company declares that he irrevocably undertakes to settle any presently known and unknown unpaid liabilities of the dissolved Company.

7) That the appearing party declares that he takes over all the assets of the Company and that he will assume any existing debt of the Company pursuant to point 6).

8) That the liquidation of the Company is to be construed as definitely terminated and liquidated.

9) That full and entire discharge is granted to the manager for the performance of its assignment.

10) That all the shareholder register of the dissolved company has been cancelled.

11) That the corporate documents of the dissolved company shall be kept for the duration of five years at least at the former registered office in L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

Costs

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the Company as a result of the present deed, is approximately seven hundred and fifty euro.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the French version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by its surname, Christian name, civil status and residence, the latter signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: TASKIRAN - J. SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 14 août 2009. Relation GRE / 2009/2905. Reçu soixante quinze euros 75 EUR

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Junglinster, le 19 août 2009.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2009109764/100.

(090132025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Matrix European Prime Property Fund One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 123.098.

—
Extrait des associés du 31 juillet 2009

Il résulte des dites résolutions que:

Le siège social de la Société sera transféré du 25B, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 291 Route d'Arlon L-1150 Luxembourg au avec effet au 31 juillet 2009

1. Mr. Jan Willem Overheul, demeurant professionnellement 20, rue de la Poste, L-2346 à Luxembourg a démissionné de sa fonction de Verwaltungsratsmitglied de la Société avec effet au 31 juillet 2009.

2. Mr. Paul Lefering, demeurant professionnellement 20, rue de la Poste, L-2346 à Luxembourg a démissionné de sa fonction de Verwaltungsratsmitglied de la Société avec effet au 31 juillet 2009.

3. Mr. Hille-Paul Schut, demeurant professionnellement 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg à démissionné de sa fonction de Verwaltungsratsmitglied de la Société avec effet au 31 juillet 2009.

4. Mr. Ian Blake, demeurant professionnellement One Vine Street, London W1J 0AH à démissionné de sa fonction de Verwaltungsratsmitglied de la Société avec effet au 31 juillet 2009.

5. Mr. Russell Perchard demeurant professionnellement 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg a été nommé Verwaltungsratsmitglied de la Société avec effet au 31 juillet 2009 pour une durée indéterminée.

6. Mr. Costas Constantinides demeurant professionnellement 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg a été nommé Verwaltungsratsmitglied de la Société avec effet au 31 juillet 2009 pour une durée indéterminée.

7. Ms. Hany Tirta demeurant professionnellement One Vine Street, London W1J 0AH à démissionné de sa fonction de Verwaltungsratsmitglied de la Société avec effet au 31 juillet 2009.

Le conseil de Verwaltungsrat est désormais composé comme suit:

- Mr. Russell Perchard Verwaltungsratsmitglied;
- Mr. Costas Constantinides Verwaltungsratsmitglied and
- Ms. Hany Tirta, Verwaltungsratsmitglied

Pour mention aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait et signé à Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Pour Matrix European Prime Property Fund One S.A.

Mr Russell Perchard

Verwaltungsratsmitglied

Référence de publication: 2009107579/34.

(090129698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2009.

V.K. Invest S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-9089 Ettelbruck, 16, rue Michel Weber.

R.C.S. Luxembourg B 91.575.

L'an deux mille neuf, le sept mai.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société "V.K. Invest S.A.", une société anonyme avec siège social à L-9089 Ettelbruck, 16, rue Michel, Weber, inscrite au Registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 91.575, constituée suivant acte reçu par Maître Fernand UNSSEN, notaire de résidence à Diekirch, le 26 octobre 2000, publié au Mémorial C numéro 426 du 9 juin 2001, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné le 10 juin 2005, publié au Mémorial C numéro 12 du 3 janvier 2006.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Victor KNEIP, promoteur immobilier, demeurant à Fohren.

Le président désigne comme secrétaire Madame Sandra SCHENK, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Victor KNEIP, prénommé.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1.- Extension de l'objet social de la société à la conclusion d'affectations hypothécaires et d'ouvertures de crédit ainsi que la mise à disposition et la prestation de sûretés ou le cautionnement.

2.- Modification de la société en une société anonyme unipersonnelle et refonte des statuts.

3.- Constat du décès d'un administrateur.

4.- Démission d'un administrateur.

5.- Confirmation de l'administrateur unique.

6.- Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Resteront, le cas échéant, annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations éventuelles émanant d'actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Qu'il ressort de ladite liste de présence que la présente assemblée réunit l'intégralité du capital social; elle est ainsi régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'élargir l'objet social de la société à la conclusion d'affectations hypothécaires et d'ouvertures de crédit ainsi que la mise à disposition et la prestation de sûretés ou le cautionnement.

Deuxième résolution

L'assemblée constate qu'il n'y a plus qu'un associé unique et suite à la résolution précédente et en conséquence de la présente résolution elle décide d'adapter les statuts de la société et de procéder à la refonte des statuts en ceux d'une société anonyme unipersonnelle:

"Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de V.K. Invest S.A..

La Société peut avoir un associé unique ou plusieurs actionnaires. Tant que la Société n'a qu'un associé unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique seulement qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la Société.

Art. 2. Le siège social est établi dans la commune de Ettelbruck. Il peut être transféré dans tout autre endroit de la commune du siège social par décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique, selon le cas.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes opérations immobilières comprenant la promotion immobilière, l'achat, l'échange et la vente, la mise en valeur et l'exploitation, la prise en location de toutes propriétés au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger, le lotissement et l'aménagement de tous terrains, l'énumération ci-dessus étant énonciative et non limitative. Elle peut faire toutes opérations qui, directement ou indirectement, en tout ou en partie, peuvent se rattacher à l'objet social ci-dessus désigné. Elle pourra s'intéresser par voie d'apports, d'association, de fusion, de prises de participations ou d'interventions financières, dans toutes sociétés ou entreprises existantes ou à créer, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, et dont l'objet serait similaire, analogue ou connexe, ou de nature à favoriser celui de la société.

Elle peut à cet effet affecter ses immeubles en hypothèque, contracter des prêts et ouvertures de crédit ainsi que mettre à disposition et consentir des sûretés et se porter caution.

La société peut en outre emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct et substantiel, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Art. 5. Le capital social de la Société est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente-et-un euros (EUR 31,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Le capital social pourra être augmenté ou réduit conformément aux dispositions légales.

Administration - Surveillance

Art. 6. Tant que la Société a un associé unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique seulement. Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'assemblée générale doit nommer au moins 2 (deux) nouveaux administrateurs en plus de l'administrateur unique en place. L'administrateur unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51 bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'assemblée générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale de la Société. En l'absence d'administrateur disponible, l'assemblée générale devra être rapidement être réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 7. Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915 telle que modifiée ou les présents statuts à l'assemblée générale, tombent sous la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique, selon les cas.

Art. 8. Le conseil d'administration doit désigner parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent. Le premier président sera exceptionnellement nommé par l'assemblée générale extraordinaire de constitution.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux conseils d'administration en désignant par écrit soit en original, soit par téléfax, cable, télégramme ou télex, un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à la réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du conseil d'administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du conseil d'administration peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion du conseil d'administration est retransmise en direct et (iv) les membres du conseil d'administration peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion du conseil d'administration par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Au cas où lors d'une réunion, il existerait une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du président de la réunion sera prépondérante.

Une résolution prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Les résolutions prises par l'administrateur unique auront la même autorité que les résolutions prises par le conseil d'administration et seront constatées par des procès verbaux signés par l'administrateur unique.

Art. 9. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil ou l'administrateur unique, selon le cas, peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 10. Le pouvoir d'engager la Société sera fixé par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 11. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six années, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 13. Pour le cas où il n'y aurait qu'un seul actionnaire (l'associé unique), celui-ci exercera, au cours des assemblées générales dûment tenues, tous les pouvoirs revenant à l'assemblée générale des actionnaires en vertu de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires, lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et lorsqu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Chaque action donne droit à une voix.

Tout actionnaire de la Société peut participer à l'assemblée générale par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'assemblée générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'assemblée générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'assemblée générale est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'assemblée générale par un tel moyen de communication équivalra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique selon les cas est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se tiendra de plein droit le dernier lundi du mois de juin de chaque année à 17.00 heures au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège social à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts."

Troisième résolution

L'assemblée constate le décès d'un administrateur, Monsieur Martin MELSEN, en date du 26 avril 2007.

Quatrième résolution

L'assemblée accepte la démission de Madame Jacqueline MEYERS de son poste d'administrateur de la société et lui donne pleine et entière décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Cinquième résolution

L'assemblée constate que la société a dès lors un administrateur unique, à savoir Monsieur Victor KNEIP, qui engage la société par sa seule signature. Son mandat est reconduit jusqu'à l'assemblée générale de l'année 2014.

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est clôturée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève approximativement à mille huit cents euros (EUR 1.800,-).

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Victor Kneip, Sandra Schenk, Paul Bettingen

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 08 mai 2009. LAC/2009/ 17908. Reçu 75.-

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 22 juillet 2009.

Paul BETTINGEN.

Référence de publication: 2009108877/178.

(090131370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2009.

Notiara S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 89.132.

L'an deux mille neuf, le trois août.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "NOTIARA S.A.", avec siège social à L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal, constituée suivant acte reçu par le notaire Francis KESSELER, de résidence à Esch-sur-Alzette en date du 18 septembre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1597 du 7 novembre 2002, dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis. La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 89.132.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Anton Baturin, juriste, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Corinne PETIT, employée privée, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Erwin Vande Cruys, employé privé, avec même adresse professionnelle.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que des convocations à la présente Assemblée Générale ont été dûment notifiées à tous les actionnaires par lettre recommandée en date du 23 juillet 2009.

II.- Que la Société a actuellement un capital social souscrit de trente-cinq mille euros (35.000.- EUR) divisés en trois cent cinquante (350) actions d'une valeur nominale de cents euros (100.- EUR) chacune.

III.- Que l'ordre du jour de la réunion est le suivant:

1) Approbation des rapports des administrateurs et du commissaire aux comptes sur l'exercice social se terminant le 31 décembre 2008;

2) Approbation du bilan de l'année sociale se terminant le 31 décembre 2008;

3) Décharge à accorder aux administrateurs et commissaire aux comptes pour la durée de leurs mandat;

4) Possible dissolution de la société à prendre conformément à l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales et éventuelle nomination d'un liquidateur, définition de ses pouvoirs qui seront ceux qui sont prévus aux articles 144 et suivants de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;

5) Divers.

IV.- Que les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur la liste de présence; cette liste de présence, signée par le Bureau de l'Assemblée, par les actionnaires et par les détenteurs des procurations représentant des actionnaires, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, émargées signées "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

V.- Il apparaît de cette liste de présence que trois cent quarante-neuf (349) actions sur les trois cent cinquante (350) actions portant droit de vote sont représentées à la présente assemblée.

La présente assemblée est régulièrement constituée et peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée approuve les rapports des administrateurs et du commissaire aux comptes sur l'exercice social se terminant le 31 décembre 2008.

Deuxième résolution

L'Assemblée approuve le bilan de l'année sociale se terminant le 31 décembre 2008, lequel restera, après avoir été signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

Troisième résolution

L'Assemblée décide, suite aux pertes accumulées de la Société, pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2008, de plus de 75% de son capital social souscrit, de procéder à la dissolution anticipée de la Société par application des dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et sa mise en liquidation avec effet à la date de ce jour.

L'Assemblée générale décide de nommer comme liquidateur Monsieur Ian Peter KELLETT, retraité, né à Chester-le-Street, Durham (Grande-Bretagne) le 4 février 1941, demeurant au 8, Whalers Lane, Salem, Massachusetts, 01970 USA.

L'Assemblée décide de conférer au liquidateur tous pouvoirs prévus par la loi luxembourgeoise et l'instruit de liquider la Société en conformité avec ladite loi, ainsi que de fixer les émoluments et rémunérations du liquidateur à la fin de la liquidation.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire qui comprend, parle et écrit le français et l'anglais, ainsi que toutes les personnes qui ont comparu ayant déclaré connaître ces mêmes deux langues, pour les comprendre, parler et écrire ont demandé au notaire d'acter les présentes aussi dans la langue anglaise et en cas de divergence entre le texte français et la texte anglais, le texte français fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Cet acte authentique, après avoir été lu et traduit dans la langue anglaise, a été signé par les parties comparantes, toutes connues du notaire par leurs noms, prénoms et adresses, ainsi que par les membres du bureau et ce concomitamment avec Nous notaire.

Suit la version anglaise du texte qui précède

In the year two thousand nine, on the third of August.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

Was held the Extraordinary General Meeting of the shareholders of the Company "NOTIARA S.A.", having its registered office at L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal, incorporated pursuant to a deed drawn by the notary Francis KESSELER, residing in Esch-sur-Alzette, dated 18 September 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1597 dated 7 November 2002, and the articles of incorporation of the Company haven't been further amended. The Company is registered in the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B, number 89.132.

The meeting is opened by Mr. Anton Baturin, lawyer, having professional address at L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal, being in the chair.

The Chairman appoints Mrs. Corinne Petit, private employee, having her professional address at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, as the Secretary of the meeting.

The meeting appoints Mr. Erwin Vande Cruys, private employee, with same professional address, as the Scrutineer of the meeting.

The Bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requires the notary to act the following:

I.- That convening notices for the present General Meeting were sent to all the shareholders by registered mail on July 23rd, 2009.

II.- That the Company currently has an issued share capital of thirty-five thousand euro (EUR 35,000) divided into three hundred fifty (350) shares having a par value of one hundred euro (EUR 100) each.

III.- That the Agenda of the meeting is the following:

1. To receive the reports of the Directors and of the Auditor for the year ending December 31st, 2008;

2. To approve the annual accounts for the year ending December 31st, 2008;

3. Discharge to the Directors and the Auditor with respect to their duties;

4. Possible dissolution of the Company following article 100 of the Luxemburgish law of the August 10th, 1915 concerning commercial companies and appointment of a liquidator of the Company and determination of the powers of the liquidator according to art 144 of the Law of August 10th, 1915 as amended, on commercial companies;

5. Miscellaneous.

IV.- That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the Bureau of the meeting, the shareholders and the proxies of the represented shareholders, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialed "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

V.- It appears from the said attendance list, that three hundred forty-nine (349) shares out of the three hundred fifty (350) voting shares are represented at the present meeting.

The present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items of the agenda.

The meeting passes the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

The General Meeting of Shareholders approves reports of the Directors and of the Auditor for the year ending December 31st, 2008.

Second resolution

The General Meeting of Shareholders approves the accounts for the business year ending December 31st, 2008 and decides that a copy of these documents shall after signature "ne varietur" by the Bureau of the meeting and the undersigned notary remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Third resolution

The General Meeting of Shareholders decides that, due to the accumulated loss of the Company for the year ended 31st December 2008 exceeding 75% of its issued share capital, the Company should be dissolved according to Article 100 of the Luxemburgish law of August 10th, 1915, as amended concerning commercial companies, and that the Company be put in liquidation with effect of the date of this act.

The General Meeting of Shareholders appoints as Liquidator Mr Ian Peter KELLETT, retired, born in Chester-le-Street, Durham (United Kingdom) on February 4th, 1941, residing at 8, Whalers Lane, Salem, Massachusetts, 01970 USA.

The General Meeting of Shareholders gives him all the powers according to the Luxembourgish law and instructs him to liquidate the Company according to this law, and fix his fees and remuneration at the end of the liquidation.

There being no other business the Chairman terminates the Meeting.

The notary who understands, speaks and writes French and English, and all appearing persons having declared being knowledgeable of these both languages, for understanding, reading and writing them, have furthermore requested the notary to draw up this deed also in the English language and in case of divergencies between the French and the English texts, the French version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This deed having been read and translated into the English language, is well signed together with Us, the notary, by the appearing parties, all known by the notary by their name, surname, and address and the members of the Bureau.

Signé: A. Baturin, C. Petit, E. Vandecruys et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 août 2009. Relation: LAC/2009/31917. Reçu douze euros Eur 12.-

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2009.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009108848/140.

(090130914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2009.

Ama-Deo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 15, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 125.344.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 18 mars 2009

En date du 18 mars 2009, les actionnaires de la société anonyme AMA-DEO SA ont pris à l'unanimité des voix la résolution suivante:

Nomination à partir du 18.3.2009 de Mlle Letizia PICA demeurant à L-4154 Esch/Alzette, 11, rue Joliot Currie aux fonctions d'administrateur en remplacement de Monsieur Maurizio Saggi.

Esch/Alzette, le 18 mars 2009.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009108621/15.

(090130198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2009.